

UNCIO - Working papers - Plenary UN Committee on Jurists & general committees  
- Coordination Committee - French

15 May 1946  
15 June 1946

clean - WK  
06/05

"Declassified"

S-1006  
Box - 6  
File - 4

(PAGE 5/2.2.2)



~~Records of Delegations~~

Working Documents of the Co-ordination  
Committee not included in the Initial  
Sixteen - Volume Printed Series  
"Documents of UNCIO" - Released by  
UN Secretary - General in June 1947

FRENCH

19

ch



No. 72      Size 9 1/2 x 14 3/4  
(No. R 1516 C)



## COORDINATION COMMITTEE

### COMPTE-RENDU RESUME DE LA VINGTIEME SEANCE DU COMITE DE COORDINATION

Opera House, Salle 418, 14 juin 1945, 15h.45

Sont présents les membres suivants:

Australie  
Brésil  
Canada  
Chili  
Chine  
Tchécoslovaquie  
France  
Iran  
Mexique  
Pays-Bas  
Union des Républiques  
Soviétiques Socialistes  
Royaume-Uni  
Etats-Unis  
Yougoslavie

K.H. Bailey  
Antonio Camillo de Oliveira  
N.A. Robertson  
Felix Nieto del Rio  
Yuen-li Liang  
Jan Papánek  
Charles Chaumont  
Ali Akbar Siassi  
Rafael de la Colina  
Adrian Pelt  
S.A. Golunsky  
  
A.D.K. Owen  
Leo Pasvolksy  
Stojan Gavrilovic

Le Président, M. Pasvolksy, ouvre la séance à 15h.45

Le Président présente au Comité le Président du Comité II/3, Sir A. Ramaswami Mudaliar, et le Rapporteur, M. Noriega Morales.

On reprend la discussion sur le Chapitre IX, tel qu'il a été révisé par le Secrétariat.

#### Articles 64 et 65

Le Président présente un bref aperçu de certaines questions qui ont été soulevées au sujet de l'Article 64 au cours des discussions du Comité à sa séance précédente; on reprend la discussion de ces questions, en tenant compte des observations formulées par Sir Ramaswami Mudaliar.

Il est décidé d'un commun accord que les mots "outre les fonctions spécifiées ailleurs" des lignes 1 et 2, ne sont pas à leur place dans l'Article 64 et qu'ils devraient, par conséquent, être supprimés, sous réserve de décider s'ils pourraient éventuellement être insérés ailleurs.

Sir Ramaswami Mudaliar est d'avis qu'il serait préférable de séparer les deux dernières lignes et demie de l'Article 64. Il souligne que la seconde partie de l'Article 64 concerne l'action à prendre par le Conseil Economique et Social de sa propre initiative, tandis que la première partie de l'Article concerne l'action à prendre par le Conseil en accord avec l'Assemblée Générale. Une proposition de M. Pelt pour que la première partie de l'Article 64 forme un article indépendant est acceptée.

En réponse à M. Liang qui fait remarquer que, dans les Propositions de Dumbarton Oaks, on ne voit pas clairement à qui s'adressent les recommandations de l'Assemblée Générale, M. Pasvol'sky explique que l'intention à Dumbarton Oaks était de donner à l'Assemblée le pouvoir de faire des recommandations aux Gouvernements ou aux organisations ou offices spécialisés, mais pas au Conseil Economique et Social. Sir Ramaswami Mudaliar déclare que le Comité II/3 l'a compris également ainsi.

La question est posée de savoir si le Comité II/3 était d'avis que les mots "a le pouvoir" voulaient dire que les fonctions du Conseil dans l'exécution des recommandations de l'Assemblée Générale avaient un caractère obligatoire ou facultatif. Sir Ramaswami Mudaliar explique que les mots "a le pouvoir" permettent une certaine latitude, mais qu'il ne verrait aucune objection à l'emploi du mot "devra" à leur place.

M. Pasvol'sky suggère que la première partie de l'Article 64 soit rédigée comme suit:

"Le Conseil Economique et Social s'acquittera de toutes fonctions, dans les limites de sa compétence, relativement à l'exécution des recommandations de l'Assemblée Générale."

Un peu plus tard, il suggère la légère modification suivante:

"Le Conseil Economique et Social s'acquittera de toutes fonctions, relativement à l'exécution des recommandations de l'Assemblée Générale, rentrant dans les limites de sa compétence."



M. Fouques -Duparc indique que la rédaction des textes français de ces propositions présente certaines difficultés.

Décision: Le Comité décide que la première partie de l'Article 64 constituera une partie séparée et devra être rédigée selon les propositions de M. Pasvolsky, étant entendu que les textes français et anglais seront tous deux remaniés.

M. Pelt propose que la seconde partie de l'Article 64 soit combinée avec la seconde partie de l'Article 65, la première partie de l'Article 65 formant un article séparé. Il propose également que la seconde partie de l'Article 69 forme un article séparé et soit placée après l'Article 65 actuel.

Le Comité décide de supprimer, comme superflu, les mots "de sa propre initiative" à la ligne 4 de l'Article 64 et à la ligne 5 de l'Article 65.

La suggestion de M. Robertson de supprimer le mot "provoque" à la première ligne de l'Article 65, soulève des objections. Sir Ramaswami Mudaliar explique que le Comité II/3, en indiquant que le Conseil Economique et Social "fait ou provoque des études et rapports" voulait dire que le Comité pourrait faire lui-même de telles études et rapports ou bien demander à d'autres institutions ou personnes d'entreprendre ces travaux. Différentes variantes n'ayant pas reçu l'approbation générale, on décide de garder le mot "provoque" dans le texte jusqu'à ce qu'une meilleure expression soit trouvée.

Sir Ramaswami Mudaliar, en réponse à une question, déclare que dans l'opinion du Comité II/3, les "recommandations" mentionnées dans la dernière partie de l'Article 64 devraient être faites aux mêmes états et organisations que les "recommandations" mentionnées dans la dernière partie de l'Article 65.

M. Pasvolsky suggère que le nouvel Article 65 soit conçu comme suit:

"Le Conseil Economique et Social a le pouvoir de faire ou de provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, intellectuel, de l'éducation, de la santé publique et autres questions connexes, et afin d'assurer le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales."

Il remarque que le nouvel Article 66 pourrait être rédigé ainsi:



"Le Conseil Economique et Social a le pouvoir de faire des recommandations à l'Assemblée Générale, aux membres des Nations Unies et aux organismes ou offices techniques intéressés, sur des questions internationales dans les domaines économique, social, intellectuel, de l'éducation, de la santé publique et autres questions connexes, et en vue d'assurer le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales."

Décision: Le Comité décide que la seconde partie de l'Article 64 devrait être combinée avec l'Article 65 afin de former deux articles comme le suggère M. Pasvolsky.

#### Article 66

Le Comité décide de remplacer "fait ou provoque" qui figure à la ligne 1 par "a le pouvoir de faire ou de provoquer" et d'insérer "autres" devant "organisations ou offices techniques" à la ligne 3.

Décision: Le Comité adopte l'Article 66

M. Robertson ayant fait remarquer que l'expression "autres organisations ou offices techniques" figurait plusieurs fois dans les projets d'articles, suggère que l'on examine la possibilité d'insérer après ces mots, la première fois qu'ils apparaissent, les mots "désignées ci-après sous le nom d'offices techniques." Ensuite la phrase "office techniques" pourrait être employée seule.

#### Article 67

Le Comité décide que les mots "reçoit des rapports" à la ligne 1 seront remplacés par "aura le pouvoir de recevoir des rapports."

En ce qui concerne la seconde phrase, M. Golunsky demande si les mots "aura le pouvoir de recevoir" impliquerait une obligation de la part du Conseil de veiller à ce que les membres de l'Organisation soumettent des rapports. Il fait remarquer que les membres ne sont pas obligés de soumettre des rapports. Sir Ramaswami Mudaliar avise les membres que le Comité II/3 a rejeté le mot "request" lui préférant "obtain." Le Comité II/3 estimait que, bien que le Conseil ne puisse pas exiger un rapport, il ne devrait pas non plus attendre passivement qu'un rapport soit soumis, mais employer toutes mesures raisonnables pour en assurer la présentation.



M. de Freitas Valle estime que l'emploi du mot "obtain" pourrait offenser certains gouvernements et tendrait à diminuer la coopération avec le Conseil.

M. de la Colina trouve que le Comité en rédigeant un nouveau texte ne devrait pas s'écarter du fond du projet du Comité Technique. Plusieurs variantes sont présentées telles que "aura le pouvoir (ou sera à même) de prendre des mesures pour recevoir les rapports."

M. Pasvolsky suggère que l'Article pourrait être rédigé à nouveau comme suit:

"Le Conseil Economique et Social est autorisé à faire des arrangements avec les autres organismes ou offices techniques afin de recevoir d'eux des rapports périodiques. Il est également autorisé à faire des arrangements avec les membres des Nations Unies et les organismes ou offices techniques afin de recevoir des rapports....."

Décision: Le Comité décide d'adopter provisoirement la nouvelle rédaction de l'Article 67 proposée par M. Pasvolsky sous réserve que ce projet de texte sera soumis par écrit au Comité à la prochaine séance.

#### Article 68

En ce qui concerne les mots terminant l'Article 68, "sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale," la question est soulevée de savoir s'il sera nécessaire d'obtenir cette approbation dans chaque cas. Sir Ramaswami Mudaliar explique que cette phrase était destinée à couvrir des cas tels que les pouvoirs concernant les obligations financières. M. Pasvolsky ajoute que l'Assemblée, dans son pouvoir discrétionnaire, pourrait donner une autorisation générale pour les dépenses essentielles.

Décision: L'Article 68 est accepté sans autre discussion.

#### Article 69

Le Comité examine une proposition faite antérieurement par M. Pelt, d'après laquelle la deuxième phrase de l'Article 69 deviendrait un article indépendant à la suite de l'Article 65. M. Pelt explique que cette disposition serait logique étant donné que le pouvoir de préparer des projets est inclus dans le pouvoir général de faire des rapports, etc. La première



phrase de l'Article 69 d'autre part, se réfère à une question très spéciale et toute différente

Sir Ramaswami Mudaliar suggère que le premier "peut" qui apparaît dans l'Article soit changé en "aura le pouvoir de". Il accepte la suggestion de M. Pasvolsky de mettre "est autorisé à" et le Comité accepte ce changement.

Décision: Le Comité décide que la seconde phrase de l'Article 69 formera un article séparé à la suite de l'Article 65; et que la première phrase de l'Article 69 forme un article séparé, le Secrétariat devant en déterminer la place.

M. Pelt estime que les articles qui prévoient les services à rendre par le Conseil - tels les Articles 68 et 70 - pourraient être groupés.

#### Article 70

Sir Ramaswami Mudaliar estime que l'emploi du premier mot "shall" à la ligne 1 de l'Article 70 ne s'accorde pas avec le point de vue du Comité II/3. (Ceci ne s'applique pas au texte français). Ce mot implique que le Conseil Economique et Social se trouve dans une situation subordonnée par rapport au Conseil de Sécurité, solution contraire à celle préconisée par le Comité II/3. M. Golunsky estime que la question fondamentale est de savoir s'il est du devoir du Conseil Economique et Social de fournir des informations. M. Hasluck attire l'attention du Comité sur l'Article 24 dans lequel le mot "shall" est employé dans des circonstances assez semblables en ce qui concerne l'Assemblée et le Conseil de Sécurité. M. Pasvolsky estime que, en vue d'un fonctionnement efficace de l'Organisation, le Conseil Economique et Social pourrait accepter l'obligation de fournir des informations. Si le Conseil Economique et Social ne le faisait pas, dit-il, le Conseil de Sécurité serait obligé de créer son propre organe dans ce but.

La discussion est arrêtée en raison de l'heure tardive.

Annonce: Le Président annonce que l'on demande au Comité de terminer l'examen de la Charte mercredi soir au plus tard. Pour ce faire, il est nécessaire que le Comité se réunisse dimanche et qu'il commence ses séances journalières à 10 heures et à 15 heures. Il ajoute qu'il est possible que les réunions de l'après-midi se poursuivent jusqu'à la nuit.

Il annonce que la prochaine séance aura lieu à 10 heures, le 15 juin dans la Salle 314 du Veterans Building. Il propose



qu'à cette réunion, le Comité continue sa discussion du Chapitre IX puis considère les Chapitres I et VIII et passe à l'examen final des Chapitres X et XIII.

La séance est levée à 18 h. 40.



## COORDINATION COMMITTEE

### ORDRE DU JOUR DU COMITE DE COORDINATION

pour vendredi, samedi et dimanche, 15, 16 et 17 Juin

Veterans Building, Salle 314

#### Vendredi, 15 Juin

Chapitre IX (X)	Examen des articles restant à adopter
" I	Examen article par article
" VII	" " " "
" II	Examen d'ensemble du Chapitre en anglais
" III	et en français
" X	" " " "
" XIII	" " " "
" IV	" " " "

#### Samedi, 16 Juin

Chapitre I	Examen d'ensemble du chapitre en anglais
" V	et en français
" VII	" " " "
" VIII	" " " "
" IX	" " " "
" IX (X)	" " " "

#### Dimanche, 17 Juin

Chapitre VI	Examen d'ensemble du chapitre en anglais
" XI	et en français
" XII	" " " "
" XIV	" " " "
" XV	" " " "



## COORDINATION COMMITTEE

### COMPTE RENDU DE LA VINGT ET UNIEME SEANCE DU COMITE DE COORDINATION

Veterans Building, Salle 314, 15 juin 1945, 10h.

Les membres suivants étaient présents:

Australie	MM.	Paul Hasluck
Brésil		Cyrc de Freitas Valle
Canada		N.A. Robertson
Chile		Felix Nieto del Rio
Chine		Yuen-li Liang
Tchecoslovaquie		Jan Papanek
France		Jacques Fouques-Duparc
Iran		Ali Akbar Siassi
Mexico		Rafael de la Colina
Pays-Bas		Adrian Pelt
Union des Républiques Soviétiques Socialistes		S.A. Golunsky
Royaume-Uni		H.M.G. Jebb
Etats-Unis		Leo Pasvolsky
Yougoslavie		Stojan Gavrilovic

Le Président, M. Pasvolsky, ouvre la séance à 10h.

#### CHAPITRE IX

Article 70 (ancien article 62, paragraphe j. et k)

On reprend la discussion de l'article 70 (CO/120)

Sir Ramaswami Mudaliar, Président du Comité II/3, explique que l'intention du Comité, à l'égard du paragraphe I, avait été de prévoir que le Conseil Economique et Social a mandat d'assister le Conseil de Sécurité lorsqu'il en est requis par ce dernier et qu'il est autorisé à prendre l'initiative de fournir des informations s'il se trouve en présence d'une situation qui implique, à sa connaissance, une menace contre la paix.



M. Golunsky suggère que le paragraphe 2 fasse l'objet d'un article distinct car il exprime une idée tout à fait différente de celle qui est exprimée au paragraphe 1. Sir Ramaswami reconnaît que cela est conforme aux intentions du Comité.

Le Comité accepte la suggestion de Sir Ramaswami consistant à amender le paragraphe 1 en mettant "peut fournir" au lieu de "fournira", ainsi que la suggestion de M. Golunsky, consistant à faire du paragraphe 2 l'objet d'un article distinct. Ainsi amendé, l'article 70 est approuvé.

#### Article 71 (ancien Article 61, paragraphe 4)

Le Président suggère, et le Comité accepte, qu'on fasse deux paragraphes distincts des deux phrases de l'Article 71.

#### Procédure, Organismes et Personnel

Le Secrétaire indique que le titre marginal "Procédure, Organismes et Personnel", qui doit précéder l'Article 72 plutôt que l'Article 73, est un développement de l'ancien titre marginal qui contenait simplement le mot "procédure". M. Jebb approuve ce titre mais suggère de remplacer le mot "organismes" par "organisation". Sir Ramaswami indique que le Comité Technique ferait des objections si l'on classait comme articles de procédure des articles accordant des droits substantiels auxquels on attache une importance considérable, ce qui est le cas de l'Article 74; il préférerait qu'on emploie l'ancien titre de Dumbarton Oaks "Organisation et Procédure". Enfin si l'on accepte sa suggestion il propose que les articles de ce chapitre soient mis dans un ordre nouveau, ceux qui se rapportent à l'Organisation étant suivis par ceux qui portent sur la procédure.

Le Président renvoie à la disposition adoptée au chapitre sur le Conseil de Sécurité, où un article comparable à l'Article 74 figure sous le titre "procédure". Il sera probablement nécessaire de suivre un plan uniforme. M. Jebb suggère qu'on emploie le titre "Organisation et Procédure" dans les deux chapitres.

M. Robertson considère que le terme de "procédure", autrefois respectable, s'est considérablement dégradé au cours de la Conférence. À son avis l'emploi du mot "procédure" comme titre ne qualifie ou n'amoindrit nullement les droits substantiels accordés dans les divers autres articles. Il suggère qu'on examine cette question à un stade ultérieur des travaux, sous l'angle de la symétrie de présentation. À cet égard, il souligne également que dans les chapitres relatifs à l'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité il n'existe aucun article comparable à l'Article 2 de l'Article 73, qu'il pourrait être souhaitable d'éliminer ce paragraphe en le remplaçant par une clause portant sur le Secrétariat.

142 27374



Le Comité décide d'adopter provisoirement le titre marginal "d'organisation et procédure", sous réserve d'un nouvel examen dans l'ensemble de la Charte, et de modifier ainsi l'ordre des articles du document CO/120. Le paragraphe 101 de l'article 73 devient l'article 72. L'article 74 devient l'article 73; l'article 75 devient l'article 74; l'article 76 devient l'article 75; le paragraphe 2 de l'article 73 devient l'article 76; enfin l'article 72 devient l'article 77.

Article 72 (CO/120, article 73, para. I; ancien article 63, par.I)

Le Secrétaire attire l'attention sur les changements de fond apportés au texte du Comité technique pour des fins de simplification et de clarté. Sir Ramaswami considère que le nouveau projet déplace l'accent que le Comité technique avait désiré mettre sur la question des droits de l'homme, et suggère le texte amendé suivant: "en vue d'assurer le respect des droits de l'homme, et pour les autres buts qui peuvent être dans le domaine de sa compétence". M. Jebb appuie cette suggestion en proposant de remplacer le mot "domaine" par le mot "sphère".

Robertson demande si le Conseil a mandat de constituer d'autres commissions. Sir Ramaswami répond que dans le texte du Comité technique cette disposition est régie par la phrase "qui pourraient être nécessaires". Sur la suggestion du Président, on décide d'insérer de nouveau cette précision.

Sir Ramaswami suggère également qu'on insère de nouveau le mot "activités" au lieu du mot "problèmes", car il exprime avec plus de précision l'intention du Comité technique. Le Président fait des objections contre la phrase: "pour traiter des.... activités". Il propose de revenir au texte du Comité technique "les Commissions dans le domaine des activités économiques et sociales". M. Robertson attire l'attention sur le sens où l'on emploie généralement le mot "activités" en Amérique; le Président propose alors: "les commissions dans les domaines des activités économiques et des problèmes sociaux". M. Golunsky objecte contre l'expression "domaines" des.... problèmes", et Sir Ramaswami suggère qu'on supprime toute référence aux activités et aux problèmes, si bien que le texte serait "des commissions dans les domaines économique et social". Le Comité accepte ce texte, bien que M. Golunsky ait le sentiment qu'il est plutôt un peu vague.

M. Papánek demande s'il est nécessaire d'insérer le mot "international" avant les mots "économique et social" ainsi qu'on l'a fait pour l'article 58. Sir Ramaswami déclare que le Comité technique l'a supprimé volontairement pour que les Commissions puissent considérer aussi bien les problèmes nationaux que ceux qui se posent entre Etats. Le Président explique que le fait qu'on emploie dans l'article 58 l'expression "internationale" est l'élément dominant du problème, et limite la sphère de compétence du Conseil Economique et Social.

275  
274



M. Robertson demande si cet article doit être interprété comme un ordre formel de constituer trois commissions expressément désignées ou comme un pouvoir permettant au Conseil de résoudre les diverses questions ad hoc.

Sir Ramaswami indique que le Comité technique a rejeté l'idée de constituer une Commission sociale et une Commission économique, ainsi que le suggéraient les Propositions de Dumbarton Oaks, mais a eu le sentiment qu'une Commission des droits de l'homme devait être constituée. Pour exprimer cette idée on pourrait amender l'Article de la façon suivante: "constituera une Commission en vue d'assurer le respect des droits de l'homme, ainsi que des commissions, dans des sphères économiques et sociales qui pourraient être nécessaires dans le domaine de sa compétence."

Le Président considère que ce nouveau texte entraîne une modification induite des points sur lesquels on voulait insister particulièrement. M. Jebb y fait des objections car c'est une nouvelle rédaction qui semble suggérer que le Conseil Economique et Social aurait pour devoir primordial de s'occuper des droits de l'homme plutôt que des questions économiques et sociales. Le Président considère également qu'il est difficile d'imaginer que le Conseil constitue une Commission chargée d'étudier les droits de l'homme et ne constitue pas des Commissions économiques et sociales. M. Robertson a le sentiment que cela n'est pas si déraisonnable; étant donné que plusieurs organisations spécialisées existent déjà dans le domaine économique et social, des Commissions ne sont pas indispensables avec une telle urgence que dans le domaine des droits de l'homme, où l'on doit remédier à l'absence d'un cadre de règlement. Le Président fait observer que les commissions n'opéreront pas seulement dans les domaines où il n'existe pas d'organisations spécialisées mais à titre d'experts chargés de donner au Conseil Facultatif, elles pourront être encore plus nécessaires dans les domaines où les organisations spécialisées existent déjà.

Le Comité décide d'amender ainsi l'Article 72: "Le Conseil Economique et Social constituera des Commissions dans les domaines économique et social, ainsi que pour assurer le respect des droits de l'homme, et toutes autres commissions qui pourraient être nécessaires dans la sphère de sa compétence".

Article 73 (CO/120, Article 74; ancien Article 63, paragraphe 2)

Adopté sans modification.

Article 74 (CO/120, Article 75; ancien Article 63, paragraphe 3)

Approuvé sans modification.



Article 75 (CO 120 art. 76; ancien art. 63 par. 4)

M. Papánek estime que cet article devrait être inséré au Chapitre IX, à la suite de l'article 61, car il traite le même problème. Sir Ramaswami fait observer qu'il s'agit d'organisations différentes.

Le Président déclare que cet article traite la même question que l'article 74 plutôt que l'article 61.

M. de Freitas Valle demande si le mot "membre" ne devrait pas être supprimé à la dernière ligne afin de permettre la consultation des organisations nationales des Etats qui ne sont pas membres, comme par exemple la Suède. Sir Ramaswami signale que le Comité technique introduit cette disposition dans un but de courtoisie envers les Etats membres et n'a pas examiné son application aux Etats non-membres. Le Président estime qu'il appartiendra au Conseil Economique et Social de décider s'il y a lieu de consulter les organisations nationales des Etats non-membres, en prenant ou non l'avis de leurs gouvernements.

L'Article 75 est approuvé sans modification.

Article 76 (CO/120, Art. 73, paragraphe 2; ancien Article 63, paragraphe 5)

On rappelle la suggestion précédente de M. Robertson de supprimer cet article pour le remplacer par une disposition générale concernant le Secrétariat. M. Pelt fait remarquer que le personnel du Conseil Economique et Social sera très spécialisé sans cependant former nécessairement une unité administrative distincte; il en sera de même du personnel du Conseil de Tutelle; par contre le personnel de la Cour sera entièrement séparé. En raison de ces situations différentes, il préfère conserver un article distinct.

M. de Freitas Valle appuie la suggestion de M. Robertson et estime qu'il suffirait dans ce but d'élargir l'article sur le Secrétaire Général. M. Golunsky propose d'ajourner la décision jusqu'à ce que la question ait été examinée pour l'ensemble de la Charte. Sir Ramaswami insiste pour que l'on maintienne une distinction entre le Secrétariat Général et le personnel hautement spécialisé du Conseil Economique et Social qui ne sera pas appelé à remplir d'autres fonctions.

Décision: Le Comité accepte la proposition de M. Golunsky d'ajourner l'examen de l'article 76. Le Secrétaire est invité à noter la suggestion de Sir Ramaswami et à la rappeler au Comité lorsque l'article sera discuté à nouveau.



Article 77 (CO/120, Article 72; ancien Article 63, paragraphe 6)

A la suite d'une suggestion du Secrétaire, le Comité accepte de faire des deux phrases de cet Article, deux paragraphes distincts, en remplaçant "il" par les mots "le Conseil Economique et Social".

Le Secrétaire attire l'attention sur la substitution du mot "including" au mot "and" au paragraphe 1, en vue de se conformer à la rédaction déjà approuvée pour l'article 33. Sir Ramaswami déclare que le Comité technique s'est longuement préoccupé de la question de la durée du mandat du Président et il se demande s'il s'agit bien là d'une question de procédure.

M. Pelt propose de remplacer "désigner" par "élire" comme à l'article 21. Le Président et M. Golunsky objectant que l'on peut employer d'autres modes de désignation que l'élection. Sir Ramaswami déclare que "désigner" est sensé comprendre "élire", le mode de désignation étant laissé au choix du Conseil; personnellement il préférerait l'élection.

A propos du paragraphe 2, M. Papánek demande si l'Assemblée ne pourrait pas convoquer une réunion du Conseil Economique et Social. Sir Ramaswami fait remarquer que le Conseil aurait dans tous les cas à appliquer les recommandations de l'Assemblée et que le règlement pourrait prévoir qu'il doit se réunir à la demande de l'Assemblée.

Il est proposé d'autre part de remplacer le mot "séance" par le mot "session". M. Fouques-Duparc, M. Pelt et M. Jebb estiment qu'une session peut comprendre un certain nombre de séances tandis que séance ne s'applique qu'à une seule réunion. Sir Ramaswami estime que séance est plus large et peut comprendre par exemple des réunions du matin et de l'après-midi. M. Golunsky déclare que le mot "séance" est évidemment pris dans un sens général et devrait être conservé pour que le Conseil puisse, suivant l'intention du Comité technique, déterminer sa propre méthode de travail y compris les dispositions à prendre pour les séances.

Le Comité accepte de conserver le mot "séance" et d'examiner la question à nouveau ultérieurement pour tenir compte de la rédaction employée dans les autres Articles.

On rappelle la discussion du Chapitre IX qui a eu lieu précédemment et en particulier les décisions prises sur les Articles 59, 61, 62 et 64. M. Hasluck estime nécessaire d'insérer au Chapitre IX (X) sous la rubrique "Fonctions et



Pouvoirs" les mots qui ont été supprimés à l'Article 61; en outre il propose que l'Article 59 contienne une référence aux "Buts et Fonctions" afin de le relier plus directement à l'Article 58. Sir Ramaswami explique qu'il n'a pas encore le temps d'étudier ce texte et de se faire son opinion.

Le Comité invite le Secrétaire à prendre note des observations faites au sujet du texte revise et décide de permettre à Sir Ramaswami de présenter à une date ultérieure ses commentaires sur le Chapitre IX.

## CHAPITRE I

### Article 1, paragraphe 1

Au sujet du Document CO/81 (2) le Secrétaire signale la suppression d'un point-virgule, à la première ligne et l'emploi du mot "accord" au lieu du mot "conformity". M. Jebb et M. Liang font remarquer que ce dernier mot a été discuté longuement par le Comité technique qui a décidé de rétablir le mot "conformity".

Le Secrétaire attire l'attention sur la nouvelle phrase "l'ajustement de situations ou le règlement de différends de caractère international". M. Fouques-Duparc demande quel est le sens des mots "l'ajustement de situations internationales". M. Golunsky estime qu'il s'agit évidemment de modifier une situation présentant un danger pour la paix et la sécurité afin qu'elle ne constitue plus un danger.

M. Liang pense que la nouvelle rédaction est théoriquement meilleure mais qu'elle implique un changement de fond. Tandis que le texte original suppose que les différends et les situations peuvent tous deux conduire à une rupture de la paix, la nouvelle rédaction exclut la possibilité qu'il en soit ainsi des situations. M. Fouques-Duparc partage cette opinion et fait remarquer que certains pourraient interpréter "l'ajustement de situations internationales" comme la révision des traités de paix, ce qui n'est certainement pas l'intention du Comité. Le Président et M. Jebb indiquent également une préférence pour le texte original. M. de Freitas Valle suggère la phrase "règlement ou ajustement des différends ou situations de caractère international". Le Président estime possible d'ajuster un différend aussi bien que de le régler et l'ajustement précède logiquement le règlement.

M. Robertson demande si le but du maintien de la paix et de la sécurité domine l'ensemble du paragraphe ou s'il y a plusieurs autres buts, comme prendre des mesures collectives efficaces ou effectuer des règlements pacifiques. Le Président déclare que c'est la première hypothèse qui est juste et qu'une ponctuation est nécessaire pour rendre cette



intention évidente. Il propose de placer deux points après les mots "à cette fin", de mettre en retrait "prendre des mesures collectives", etc." de mettre un point-virgule après "atteintes à la paix" et de mettre en retrait de nouveau "et d'effectuer par des moyens pacifiques, etc...."

M. Pelt préfère la nouvelle rédaction du paragraphe 1 figurant dans CO/81 (2) qu'il trouve plus claire que le texte original. A son avis, il est possible d'ajuster une situation, ou d'ajuster ou régler un différend conformément aux principes de la justice ou du droit international, mais non pas d'ajuster une situation conformément à ces principes. M. Liang n'est pas de cet avis et fait remarquer que les mots "pour l'ajustement pacifique de situations" se trouvent employés ailleurs dans la Charte. Le Président ne partage pas non plus cette opinion car il estime que, au sens du présent article, les situations peuvent être ajustées conformément à d'autres principes tels que les principes d'équité.

## COORDINATION COMMITTEE

### COMPTE RENDU RESUME DE LA VINGT-DEUXIEME SEANCE DU COMITE DE COORDINATION

Veterans Building, Salle 315, 15 juin 1945, 15h.17.

Sont présents les délégués des pays ci-après:

Australie

Brésil

Canada

Chili

Chine

Etats-Unis

France

Iran

Mexique

Pays-Bas

Royaume-Uni

Tchécoslovaquie

Union des Républiques

Soviétiques Socialistes

Yougoslavie

M. Paul Hasluck

Cyro de Freitas Valle

N.A. Robertson

Félix Nieto del Río

Yuen-li Liang

Leo Pasvolsky

Jacques Fouques-Duparc

Jules Rasdevant

Ali Akbar Siassi

Adrian Pelt

le Père L.J.C. Beaufort

H.M.G. Jebb

Sir William Malkin

Jan Papánek

S.A. Golunsky

Stojan Gavrilovic

Le Président, M. Pasvolsky, ouvre la séance à 15h.17.

Le Comité Consultatif de Juristes siège en même temps que le Comité de Coordination afin de hâter les travaux en permettant aux deux Comités de confronter leurs manières de voir au cours d'une séance.

### CHAPITRE I

#### Article 1

Le Secrétaire, M. Darlington, annonce deux changements au Chapitre I, Article 1, paragraphe 2 (WD 302, CO/81 (2): le mot "principes" a été mis au pluriel, car il semble être question des deux principes, celui de l'égalité des droits et celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; et une virgule a été insérée après le mot "peoples" dans le texte anglais.

M. Fouques-Duparc s'oppose à l'emploi du mot "nations",



surtout quand il paraît être employé pour le différencier du mot "peuples" au même paragraphe, car ceci semble introduire le droit à la sécession. Il recommande fortement qu'on emploie le mot "nations" d'un bout à l'autre. M. Nieto del Río soulève une objection d'ordre technique contre le mot "nations" qui n'est pas exact au point de vue juridique, parce que les rapports internationaux existent entre états, non entre nations. On fait observer que les deux mots s'emploient souvent l'un pour l'autre en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, mais que dans l'usage continental européen ils se distinguent nettement l'un de l'autre.

M. Hackworth est d'avis que le mot "nations" a été employé à bon escient parce qu'il a un sens plus large. Il fait observer qu'il y aura quelques parties à la Charte qui ne seront pas à proprement parler des Etats. Il cite comme exemple l'Inde, qui n'est pas strictement parlant un Etat mais qui est membre des Nations Unies. L'emploi du mot "Etats" dans ce paragraphe aurait l'effet indésirable de restreindre le sens du terme. M. de la Colina appuie cette opinion.

M. Golunsky rappelle au Comité que le paragraphe a été rédigé avec beaucoup de soin, et puisqu'on propose un changement de fond, ce changement ne pourrait se faire sans référer la question au Comité Technique I/1. M. Robertson est d'avis qu'il n'est pas nécessaire dans ce cas d'interpréter les termes employés par le Comité Technique dans leur sens le plus strict, étant donné que le Comité I/1 n'avait pas sous les yeux d'autres Articles de la Charte où le mot "Etat" était employé à dessein. Il est d'avis que l'emploi du mot "nations" à ce propos prête à confusion.

M. Nieto del Río signale que si on employait "nations" le mot pourrait désigner toute colonie habitée par une race spéciale et distincte, qui serait alors en droit de demander à être constituée en nation. Il doute fort que le Comité Technique ait eu l'intention d'aller aussi loin que cela.

Le Président fait observer que, partout dans la Charte, un certain nombre de mots sont employés dans des sens différents; il estime que le Secrétariat devrait revoir toute la Charte et dresser une liste de tous les emplois des mots "nations", "états", et "peuples", afin que le Comité puisse examiner tous les cas à la fois et voir si chaque emploi est particulièrement justifié.

Décision: Le Comité décide que le Secrétariat devra dresser une liste de tous les emplois des mots "nations", "états", et "peuples", pour examen de la part du Comité à une date ultérieure.



Le Secrétaire Adjoint du Comité I/1, M. Hersfall Carter, lit à la demande du Comité, une déclaration tirée du rapport du Rapporteur du Comité I/1 (Doc. 944), expliquant que le Comité est d'avis que le principe de l'égalité des droits et celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont deux parties complémentaires d'une seule règle de conduite, et que le respect de ce principe est à la base du développement de libres relations et l'une des mesures propres à affermir la paix universelle.

Décision: Le Comité décide d'employer le singulier pour la locution "principe de l'égalité des droits et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes."

M. Fouques-Duparc demande si "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" signifie le droit pour un Etat d'avoir ses propres institutions démocratiques ou le droit à la sécession. Il suggère qu'on demande au Comité Technique d'éclaircir le texte. M. Liang fait observer que les gouvernements invitants ont pensé que le sens des mots était clair, mais puisque les questions qui ont été soulevées démontrent le contraire et que les observations de M. Fouques-Duparc ont beaucoup de force, il ne voit pas d'objection à ce qu'on consulte le Comité Technique. M. Jebb n'est pas enclin à encourager des débats qui pourraient durer bien des jours sur le sens des mots "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", car il n'est pas sûr que l'on pourra se mettre d'accord. M. Golunsky se range à cet avis, et suggère qu'on demande au Président du Comité I/1 de s'informer de l'opinion du Comité au sujet de cette question afin d'éviter un retard de plusieurs jours dans les travaux de la Conférence. M. Liang estime que le Président, le Rapporteur, et le Secrétaire du Comité pourraient être consultés en premier lieu pour savoir si le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pourrait signifier la capacité des peuples à se gouverner, et en second lieu si ces mots suggèrent le droit à la sécession des peuples à l'intérieur d'un état.

Décision: Le Comité décide que, lorsqu'il discutera le Chapitre I dans son ensemble, il demandera au Président et au Rapporteur du Comité I/1 de siéger avec le présent Comité pour donner leur opinion sur les points demandant des éclaircissements.

M. Hasluck pose une question à propos de la locution "prendre toutes autres mesures", car il ne voit pas qu'il y ait des mesures déjà spécifiées dans le paragraphe. Le Président suggère que cette question soit ajournée jusqu'au moment où les

5187

-3-

151 294

151

discutée avec le bureau du Comité.

Le Comité approuve provisoirement le reste de l'Article I

5187

-4-

152 294 295

152



## Article 2

Le Secrétaire explique que le Comité a sous les yeux trois projets de rédaction de l'Article 2, dont le premier suit de près le texte soumis par le Comité Technique (WD 210, CO/94 (1)). La variante A (WD 203, CO/94 (2)) suit de près ce même texte du Comité avec quelques modifications de mots. Dans la variante B (WD 304, CO/94 (3)), le Secrétaire a essayé de séparer au moyen de points et virgules les principes de l'Organisation et l'exposé des obligations des membres.

M. Robertson déclare qu'il partage les scrupules du Secrétariat, qui a, à son avis, fait un héroïque travail de révision, et il propose de prendre la variante B comme base de discussion. M. Liang fait observer qu'à l'heure qu'il est le Comité ne peut se permettre de discuter des changements radicaux, tels qu'en propose la variante B. Il pense qu'il faudrait au Comité 1/1 deux ou trois heures pour discuter la révision de chaque article. M. Golunsky est du même avis et suggère que le Comité prenne la variante A comme base de la discussion. Le Président déclare que malgré les mérites des idées de la variante B, il faudrait un temps interminable pour les discuter et, pour cette raison, il propose de voter des remerciements au Secrétariat et d'utiliser la variante A pour la discussion.

Le Secrétaire explique que dans la variante A les mots "Nations Unies" avaient été placés en titre; dans les trois premières lignes les mots "les Nations Unies et leurs membres" avaient été placés au début pour leur donner la place d'honneur, et on avait remplacé les mots "in pursuit" par "in pursuance" en les plaçant au milieu de la phrase.

M. Valle s'oppose à l'emploi du membre de phrase "les Nations Unies et leurs membres" dans les lignes d'introduction de l'Article 2, signalant qu'il n'existe aucune différence entre les Nations Unies et leurs membres. Il estime que son objection s'applique particulièrement si les mots "les Nations Unies" sont employés dans le titre de l'Article. M. Fouques-Duparc s'oppose à la répétition des mots "Nations Unies" à chaque titre de Chapitre.

Le Comité décide de supprimer les mots "Les Nations Unies" dans les titres des Articles 1 et 2, et de laisser simplement les mots "Principles" (Principes) et "Purposes" (Buts).

M. Hasluck demande si les mots "in pursuance of" ont la même signification que les mots "in pursuit of". Le Président déclare qu'il existe une différence de signification entre les deux mots.

Le Comité décide d'adopter le texte du Comité Technique à savoir; "in pursuif of" (dans le texte anglais), et de substituer le mot "Organisation" aux mots "Nations Unies" à la première ligne de l'Article 2.

En discutant le paragraphe 2 de l'Article 2, M. Robertson déclare qu'à son avis c'est un principe douteux que d'affirmer que les Etats doivent observer les termes des traités à des fins spéciales, alors que les traités constituent des obligations assumées et doivent être scrupuleusement exécutés dans tous les cas.

M. Liang propose de rapprocher du mot "remplir" les mots "assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de sa qualité de membre", puisqu'ils doivent modifier "remplir" plutôt que "assumées". Le Président propose de résoudre la difficulté par une transposition, comme suit:

Les membres de l'Organisation afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Charte.

Le Président se déclare certain que, lors de la rédaction du texte de Dumbarton Oaks, on a voulu faire ressortir le principe contenu dans le mot "remplir", et que par conséquent la modification qu'il propose est plus proche de l'idée originale. M. Horsfall Carter, Secrétaire adjoint du Comité I/1 donne lecture du rapport du Rapporteur du Comité I/1 (Doc.944), déclarant que le paragraphe 2 ne signifie pas seulement qu'un membre qui remplit ses obligations peut jouir de certains droits et avantages, mais aussi que, si tous les membres de l'Organisation remplissent leurs obligations, ils jouiront tous de certains avantages. C'est-à-dire que le fait qu'un seul Etat manque à ses devoirs et obligations prive non seulement cet état, mais tous les autres membres de certains avantages.

Le Comité décide de rédiger le texte du paragraphe 2 de l'Article 2 comme suit:

"Les membres de l'Organisation afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Charte".



Le Secrétaire explique que les modifications proposées pour le paragraphe 4 de l'Article 2 consistent dans la suppression des mots "de l'Organisation" après "les membres" et des mots "membre ou" avant le mot "Etat". A la suite de la discussion, il propose la réinsertion de ces mots. M. Jebb demande si par "tout membre ou tout état", l'on entend tout état qu'il soit membre ou non; si tel est le cas, il trouve que c'est peut-être aller un peu loin.

Décision: Le Comité décide de renvoyer au bureau du Comité I/1 les mots "tout membre ou état" afin qu'il en précise le sens.

En discutant le paragraphe 6 de l'Article 2, M. Fouques-Duparc propose de fusionner les paragraphes 5 et 6 qui présentent les aspects négatif et positif du même problème des mesures coercitives. M. Liang objecte qu'il est essentiel d'avoir un paragraphe 6 distinct, qui mette les membres dans l'impossibilité de rester neutres. Le président admet que ces deux obligations ont des rapports très étroits et il estime que le point de vue de M. Liang sera encore renforcé si l'on fusionne les deux paragraphes, afin de faire ressortir l'absence ou l'impossibilité de la neutralité.

Décision: Le Comité décide de combiner en un seul paragraphe les paragraphes 5 et 6 de l'Article 2.

M. Robertson propose d'employer le mot "taken" à la place de "undertaken" (texte anglais) dans les paragraphes 5 et 6 et "insure" au lieu de "ensure" (texte anglais) aux paragraphes 2 et 7.

Décision: Le Comité décide de substituer le mot "take" au mot "undertaken" (texte anglais) dans les paragraphes 5 et 6, et de remplacer "ensure" par "insure" (texte anglais) dans les paragraphes 2 et 7.

Le Secrétaire fait remarquer que le Comité technique a demandé au Comité de Coordination de décider si la première ligne du paragraphe 7 de l'Article 2 doit se lire "The Organization shall or should insure" (texte anglais). Le projet de rédaction du Secrétaire contient le mot "shall" (texte anglais). Il n'y a pas d'objection.

M. Robertson déclare que, dans son opinion, le but du paragraphe 7 de l'Article 2 est que l'Organisation veille à ce que les autres Etats non-membres agissent comme il convient, mais qu'on ne saurait guère prétendre qu'il s'agit là d'un

principe. Ainsi le paragraphe 7 ne fait pas partie à proprement parler des principes des Nations Unies.

Le Président déclare qu'il est clair que, à l'exception du paragraphe 2, les autres paragraphes de l'Article 2 peuvent s'appliquer à la conduite des Etats non-membres et que c'est là le but des mots "dans la mesure nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales." Cette restriction exclut les principes qui, évidemment, ne sont pas applicables aux Etats non-membres ou aux problèmes relatifs au maintien de la paix et de la sécurité. Il juge que cette restriction est très importante.

Le Secrétaire signale que le Secrétariat n'a pas proposé de modification au paragraphe 8 de l'Article 2 (WD 338, CO/94 (5)). M. Liang demande s'il est correct d'employer le membre de phrase "to submit such matters to settlement" de préférence à "for settlement". (Texte anglais). M. Hackworth estime qu'il y a là une différence de fond puisque, quand on soumet les questions "to settlement", cela signifie mener l'affaire à une conclusion, tandis que, quand les questions sont soumises "for settlement", elles sont soumises d'abord et le règlement vient ultérieurement. Le Président considère que les mots "to settlement" sont employés en connaissance de cause. Le Comité décide de demander au Bureau du Comité I/1 son opinion sur l'emploi de "to settlement" ou "for settlement" (texte anglais).

Le Comité décide d'adopter provisoirement l'Article 2 sous réserve des éclaircissements nécessaires.

#### Article 43.

Le Secrétaire présente l'Article 43, du Chapitre VII (WD 325, CO/60 (2)), et il rappelle au Comité qu'il a discuté cet article à la séance du 9 juin. La première variante qu'on a proposée ressemble de très près au texte adopté par le Comité technique. La deuxième variante a été discutée et a eu la préférence d'un groupe représentatif de 9 membres du Comité III/3, y compris le Président. La première variante se rapproche davantage du point de vue du Comité des Juristes qui se penche vers la forme du paragraphe unique.

M. Golunsky fait remarquer que le sens des deux Articles est le même et qu'il préfère la première variante parce qu'elle se rapproche davantage du texte de Dumbarton Oaks, texte connu dans le monde entier. Il estime qu'on



ne doit pas changer la rédaction de Dumbarton Oaks pour des raisons secondaires de style car cela inciterait à rechercher pour ces modifications des raisons de fond là où il n'en existe pas. M. Fouques-Duparc se rallie à ce point de vue parce que la première variante est plus courte et plus rationnelle.

M. Hasluck demande si l'on a songé à faire concorder le texte de l'Article 43 avec le texte des Buts de la Charte qui mentionne "les menaces à la paix", "les actes d'agression" ou "autre rupture de la paix". M. Darlington explique que dans l'Article 43, le Secrétariat a mis les mots "menaces contre la paix, rupture de la paix ou actes d'agression", dans un ordre de progression ascendante, parce que l'ordre employé dans le Chapitre sur les Buts semble indiquer une progression descendante.

Le Président déclare qu'il ne croit pas que la théorie de la progression ascendante soit plus valide maintenant qu'elle ne l'était quand les Propositions de Dumbarton Oaks ont été rédigées. Un acte d'agression est un cas de rupture de la paix. Les termes "rupture de la paix" comprennent aussi "acte d'agression" mais le terme "acte d'agression" ne comprend pas tout ce qui est sous-entendu dans "rupture de la paix." Les Buts de la Charte plutôt d'exprimer une progression descendante exposent des cas spéciaux, puis des cas généraux, c'est pourquoi il préfère l'ordre dont on s'est servi dans les Buts.

M. Liang insiste sur le fait que les trois situations distinctes, la menace contre la paix, la rupture de la paix ou l'acte d'agression devraient être conservées dans l'Article 43. L'acte d'agression ne sera probablement pas identique à une rupture de la paix et l'on ne devrait pas essayer d'adopter une formule qui comprendrait une rupture de la paix dans la notion de l'acte d'agression.

M. Golunsky exprime sa préférence pour la rédaction de l'Article 43, car un acte d'agression est plus dangereux qu'une simple rupture de la paix. Le Président déclare qu'il comprend la Charte d'une manière un peu différente, il trouve que la fonction la plus importante de l'Organisation est d'empêcher une rupture de la paix, qu'il y ait ou non acte d'agression. Cette dernière n'est qu'un cas spécial de rupture de la paix. La rédaction des Buts insiste davantage sur la rupture de la paix que sur l'acte d'agression qui n'est pas nécessairement le cas le plus grave d'une rupture de la paix.

M. Liang estime que, dans la majorité des cas, les actes d'agression ne seraient pas définissables exactement. Il craint que si l'Article était conçu "acte d'agression ou autre

157

300  
~~299~~



rupture de la paix," on donnerait trop de poids aux mots "rupture de la paix." Il recommande instamment que la première variante de l'article soit maintenue. Le Président retire son objection.

M. Felt demande si, dans l'Article 43, on ne devrait pas dire "mesures or action shall be taken". M. Fox, Secrétaire du Comité III/3 explique que les mots "or action" avaient été supprimés afin d'éviter une confusion, car si les mots "mesures or action" étaient employés dans l'Article 43, on ne pourrait pas se servir plus tard de l'un ou l'autre de ces mots sans que leur emploi semble intentionnel, ce qui ne serait pas le cas. Le Comité décide d'adopter provisoirement la première variante de l'Article 43 sous réserve que l'emploi des mots "mesures or action" sera examiné plus tard lorsque l'on décidera de la terminologie de tout le Chapitre.

#### Article 44

Le Secrétaire signale que l'on s'est inspiré d'un projet adopté par un groupe de 9 membres du Comité III/3 pour rédiger l'Article 44 (WD 326, CO/61 (2)). Une grande partie du premier projet a été abandonnée. Le Secrétaire rappelle que la difficulté principale qui s'est présentée à une discussion précédente était de savoir si le Conseil de Sécurité pourrait prendre des mesures seulement avant que des recommandations aient été faites pour rétablir la paix ou s'il pourrait le faire à n'importe quel moment. L'opinion du Comité était qu'il serait préférable que les mesures puissent être prises à tout moment. Le groupe de neuf membres du Comité III/3 partageait cette opinion.

M. Hasluck estime qu'il existe des différences appréciables entre l'Article 44 proposé et le projet de rédaction du Comité III/3 mais il croit que le nouveau texte représente une grande amélioration. Le projet du Comité prévoyait que les mesures devraient être prises à un moment précis puisqu'il stipule "avant de faire des recommandations ou de décider des mesures à prendre" et, dans la dernière phrase "En cas de non-exécution de ces mesures provisoires le Conseil de Sécurité tiendra dûment compte de cette défaillance"; ceci suppose qu'il y a une période transitoire précédant celle où l'on en tiendra compte complètement. En outre le projet du Comité III/3 faisait une allusion directe à l'article précédent et le nouveau projet ne le mentionne que d'une manière vague. Si le Comité III/3 se représente clairement la nature des mesures provisoires, M. Hasluck trouve qu'il devrait préciser ce point. Il estime que les mesures provisoires sont destinées à empêcher qu'une situation ne s'aggrave et à servir de prélude à des mesures supplémentaires qui pourraient être nécessaires le cas échéant.



M. Fox, Secrétaire du Comité III/5 répond que la discussion du Comité fait ressortir qu'il faudrait peut-être toute une série de décisions afin de prendre des mesures ou de faire des recommandations et que, par conséquent, des mesures provisoires pourraient être nécessaires. Le Comité n'a pas l'intention de refuser au Conseil le droit de prendre des mesures à n'importe quel stade des débats jusqu'à la liquidation de la situation. En réponse au deuxième point de M. Hasluck, M. Fox déclare que le manque de précision de la référence était une des raisons pour lesquelles il avait été suggéré que l'Article 44 soit réuni à l'Article 43. La dernière phrase de l'Article "mesures provisoires" avait été adoptée bien que les discussions du Comité aient été fondées sur les mots "mesures conservatoires" qui n'est pas un terme très usité en anglais. En outre, si les mots "mesures provisoires" s'appliquent à la première clause, ils introduisent l'idée de mesures conservatoires en français aussi bien qu'en anglais. La première phrase "Afin d'empêcher la situation de s'aggraver" donne cette idée également.

M. Jebb estime que l'Article 44 devrait commencer ainsi: "Avant de faire des recommandations ou de prendre des mesures" afin de rendre à l'Article le sens original que le Comité Technique lui avait attribué. Il trouve qu'il serait absurde que l'on permette au Conseil de Sécurité de prendre des mesures provisoires à un moment quelconque même après le développement d'une situation car ce serait ouvrir au Conseil une échappatoire et lui donner la possibilité de se soustraire à ses responsabilités au lieu d'agir d'une façon déterminée. M. Liang est aussi de l'avis que les mesures provisoires ne devraient être appliquées qu'au début même d'une situation.

Le Président fait remarquer que le remaniement de l'Article 44 (Doc. CO/61 (2)) change le fond du paragraphe et il suggère que le texte original présenté par le Comité Technique (CO/61 (1)) soit adopté.

M. Robertson déclare qu'il ne comprend pas la distinction dans les Articles 43 et 44 entre "faire des recommandations" et "inviter les parties" parce qu'il croyait que la phrase "faire des recommandations" dans l'Article 43 couvrirait les éventualités de l'Article 44.

M. Liang répond que l'idée était que le fait de faire des recommandations était le début d'une chaîne d'événements au cours desquels le Conseil serait forcé de prendre des mesures coercitives. Cependant en prévoyant que le Conseil "peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables," on lui permet d'inviter les parties intéressées sans donner son opinion. Les recommandations entraînent une obligation

spéciale d'exécuter les mesures coercitives tandis que les mesures provisoires ne peuvent être interprétées comme des mesures coercitives. Par conséquent "recommandations" dans l'Article 43 ne peut pas être interprété comme visant les "mesures provisoires". M. Liang déclare que, puisque le Comité semble préférer le projet original de l'Article 44, les Articles 43 et 44 devraient être combinés comme l'avait suggéré le délégué chinois lors du remaniement de l'Article 44. Le Comité décide de ne pas combiner les Articles 43 et 44 et d'accepter provisoirement les deux articles, le dernier sous la forme du Doc. CO/61 (1).

La séance est levée à 18h.15; elle reprendra à nouveau à 21 heures.



## COORDINATION COMMITTEE

### COMPTE RENDU RESUME DE LA VINGT QUATRIEME SEANCE DU COMITE DE COORDINATION

Opera House, salle 418, le 16 juin 1945 à 10h.

#### Membres Présents:

Australie	K. H. Bailey
Brésil	Cyro de Freitas Valle
Canada	Escott Reid
Chili	Félix Nieto del Río
Chine	Yuen-li Liang
Tchécoslovaquie	Jan Papének
France	Jacques Fouques-Duparc
Iran	Ali Akbar Siassi
Mexique	Rafael de la Colina
Pays-Bas	Adrian Pelt
U.R.S.S.	S. Golunsky
Royaume Uni	H. M. G. Jebb
Etats-Unis	Leo Pasvolsky
Yougoslavie	Stojan Gavrilovic

#### Egalement présents:

République Soviétique Socialiste Ukrainienne	Dmitry Z. Manuilsky, Président du Comité I/2
Syrie	Ferid Zeineddine, Rapporteur du Comité I/2
Costa Rica	J. Rafael Oreamuno, Président par interim du Comité I/2
Grèce	Thanassis Agnides, Président par interim du Comité III/1

Le Président, M. Pasvolsky, ouvre la séance à 10h.

Article 1

Le Président fait observer qu'on commencera l'ordre du jour par l'étude du Chapitre I. Il s'ensuit une discussion sur l'utilité qu'il y aurait à diviser le paragraphe 1 en alinéas; M. Zeineddine ne croit pas qu'une telle décision soit opportune; il considère que cette subdivision changerait le sens. On discute alors la ponctuation en vue d'éclaircir le sens précis de ce paragraphe dans les deux textes, français et anglais. M. Zeineddine soulève la question de savoir si le texte anglais est conforme au texte français puisque les deux derniers paragraphes ont été fusionnés en un seul; le Président donne l'assurance qu'il en est bien ainsi.

M. Manuilesky signale qu'on a proposé une modification au paragraphe 2, qui transformerait le principe de l'égalité des droits entre les peuples et de leurs droits à disposer d'eux-mêmes en une simple déclaration de fait, alors que le texte français original reconnaît un "droit" des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Président fait remarquer qu'aucun changement n'a été fait dans le texte anglais, mais que le problème consiste à mettre le texte français d'accord avec le texte anglais. Le Dr. Siassi observe que le texte français n'a pas tout à fait le même sens que "self-determination". M. Zeineddine donne alors lecture du texte français qui, dit-il, a été adopté à l'unanimité par le Comité, et il ne croit pas qu'il s'y trouve des ambiguïtés. M. Fouques-Duparc demande quel est exactement le sens de "self-determination". M. Manuilesky considère que le droit de "self-determination" signifie qu'un peuple peut établir tout régime qu'il désire.

Le Président propose que le Comité accepte le texte anglais qui a été adopté par le Comité technique et en fasse une traduction exacte en français. L'interprète lit alors le texte français modifié. M. Fouques-Duparc indique sa préférence pour l'ancien texte, avec l'addition du mot "librement."

La discussion continue sur le sens exact des mots "nations" et "états." M. Fouques-Duparc fait observer qu'on a employé "nations" aux deuxième et quatrième paragraphes, et le Président propose d'ajourner la question jusqu'à ce qu'on arrive au quatrième paragraphe.

M. Manuilesky préfère les mots "libertés fondamentales" dans le paragraphe 3, à la nouvelle version "libertés fondamentales de toute l'humanité," et M. Zeineddine est du même avis. On décide finalement d'employer les mots "droits et libertés pour tous" au lieu de "pour toute l'humanité." Le Secrétaire, M. Darlington, indique la différence de sens entre



ces deux mots et le changement dans la construction. Il reste, dit-il, à obtenir une traduction française exacte. On indique, également, qu'il faudra obtenir une traduction française des mots "to achieve international cooperation."

Le Comité décide de remplacer l'expression "pour toute l'humanité" par l'expression "pour tous."

M. Manuilsky estime que le texte anglais du paragraphe 4 est satisfaisant mais que la traduction française ne concorde plus. M. Zeineddine juge que les mots "in the attainment of these common ends" ont été suffisamment bien traduits en français par "vers ces fins communes." Ici on reprend la discussion sur les mots "nations" et "états." M. Golunsky croit que le mot "états" est habituellement employé dans un sens politique.

M. Manuilsky croit que le mot "justice" a été inséré dans le paragraphe 3 de l'Article 2 sur la demande du Délégué de Bolivie; il juge ce terme plutôt vague et il propose de le supprimer en ne laissant que les mots "paix et sécurité." M. Zeineddine répond que le mot "justice" a été ajouté intentionnellement par le Comité, et M. Manuilsky propose d'adopter le texte qui a reçu l'approbation du Comité. M. Fouques-Duparc demande si l'on a décidé de supprimer le mot "membre" et M. Manuilsky exprime son désir de le voir maintenu: Il existe en effet des nations dont l'indépendance doit être protégée et qui n'ont pas encore atteint le statut d'état; il y a eu une longue discussion à ce sujet au sein du Comité lors de l'adoption définitive de ce mot. M. Fouques-Duparc déclare que le texte, sous sa forme actuelle, indiquerait qu'aucun membre n'est un état. Le Président répond qu'au Chapitre suivant les membres sont décrits comme des états, et M. Jebb se rallie à cette opinion. Le Président explique qu'à son avis, quand on parle des "membres," on désigne les "états membres," et quand on parle des "états" il s'agit de tous les états, qu'ils soient membres ou non; cette terminologie est employée dans tout le document.

M. de la Colina propose alors d'établir un petit Sous-comité afin d'étudier ces questions; le Président acquiesce. M. Reid, à qui on demande s'il y a d'autres observations sur le paragraphe 4, répond qu'il y a une différence de fond marquée entre les textes français et anglais et, qu'à son avis, le texte français est le plus clair.

Il propose qu'au paragraphe 5 on remplace le mot "entreprend" par le mot "prend" et le mot "action" par le mot "mesures;" le texte serait alors "toutes mesures qu'elle entreprend." Le Président déclare qu'on n'a pas encore résolu la question de savoir si le mot "mesure," ou le mot

"action" serait choisi. Dans l'intérêt de la clarté dans le texte français, le Président propose de substituer les mots "Organisation" aux mots "Nations Unies" et M. Golunsky appuie ce point de vue.

Le Président demande s'il y a des observations sur le paragraphe 6; il passe ensuite au paragraphe 7 et demande si le texte en est correct.

M. Golunsky déclare qu'à son avis il n'y a pas lieu de changer le texte anglais. M. Zeineddine demande si la version française est satisfaisante. A ce moment M. Reid soulève la question de savoir si l'Article a pour but de protéger la compétence des états non-membres et M. Jebb répond que le Comité n'avait pas l'intention d'intervenir dans les affaires intérieures.

M. Manuisky accepte le texte tel quel. Le Président croit que dans le texte français le mot "Organisation" sera substitué à "Nations Unies."

Le Président déclare que le Secrétariat international désire distribuer le texte de ces chapitres aux délégations au fur et à mesure que l'examen en est terminé, en les accompagnant d'une note indiquant qu'ils sont des avant-projets de rédaction du Comité de Coordination et du Comité Consultatif de Juristes, soumis à l'approbation définitive du Comité de Coordination.



## CHAPITRE II

### Article 3

On annonce que le Président du Comité I/2, M. Oresmuno est présent. Le Président fait observer que l'article 3 soulève la question de savoir si les Etats signataires de la Charte seront nommés dans le Préambule; on pourrait ouvrir la discussion sur ce point. Le Comité Consultatif de Juristes a proposé qu'ils soient énumérés dans le Préambule, sur quoi M. Jebb a objecté que le fait d'inscrire ces cinquante noms en tête du Préambule alourdirait ce texte à l'excès. Il rappelle que le Pacte de la Société des Nations nomme les signataires dans l'Annexe. M. de Freitas Valle considère cependant que le Préambule est la place où l'on insère, nominativement, cette liste et qu'elle devrait y figurer. Le Président est en faveur d'un texte comparable à celui qu'a proposé le Comité technique; d'après ce texte les membres primitifs doivent être les Etats signataires de la Charte qui l'ont ratifiée selon la procédure quelle qu'elle soit, sur laquelle l'accord aura été réalisé.

M. Golunsky explique le point de vue du Comité Consultatif de Juristes et fait observer que cette méthode n'empêcherait pas un membre admis plus tard par l'Assemblée de prétendre devenir un membre originaire. M. Papánek signale que quelques Etats représentés à la Conférence sont susceptibles de ne pas ratifier la Charte; or, d'après cette méthode, leurs noms figureraient comme Etats membres dans la liste du préambule.

Le Président demande si le Comité technique s'opposerait à une annexe. M. Oresmuno ne le croit pas. Il confirme qu'un Etat ne pourra devenir Etat membre de l'Organisation qu'après avoir effectivement ratifié la Charte. M. Golunsky prétend qu'avec le texte actuel un Etat signant la Charte mais ne la ratifiant pas d'ici cinq ans, par exemple, serait un membre originaire. M. Oresmuno n'est pas d'accord sur cette interprétation. M. Darlington, à ce point de la discussion, donne lecture du texte adopté par le Comité I/2 sur l'article 3. M. Bailey propose que les Etats qui seront admis plus tard par l'Assemblée soient invités à déposer un acte d'accession à la Charte, de cette façon ils ne pourraient prétendre l'avoir signée à l'origine.

M. Reid demande, de nouveau, si on établira une distinction entre les signataires qui ratifieront très tôt la Charte et ceux dont la ratification aura lieu plus tard. Le Président et M. Golunsky pensent qu'on n'établira aucune distinction. M. Golunsky fait observer qu'on ne s'est pas encore prononcé sur la question d'un délai limite pour la ratification, ce qui empêcherait tous les Etats qui ratifieront plus



tard d'être considérés comme membres originaux. Le Président estime qu'aucune distinction ne devrait être faite; à son avis, l'article 3 définit la catégorie des signataires originaux, membres fondateurs de l'Organisation et que les "autres" Etats sont mentionnés dans l'article 4. M. Golunsky signale que, de l'avis du Comité Consultatif de Juristes, la meilleure manière d'établir cette distinction clairement est de faire une liste.

M. Liang demande où placer cette liste. M. Reid propose que l'on s'inspire de la méthode adoptée par l'accord de l'Aviation Civile à Chicago qui comprend une liste de membres précédée par la déclaration suivante: "les gouvernements soussignés déclarent"; cette liste est insérée dans la Charte elle-même.

### CHAPITRE I

Le Président interrompt le débat afin de permettre à M. Darlington de faire un rapport sur les propositions du Comité Consultatif de Juristes relatives aux questions qui ont été discutées dans la matinée. M. Darlington donne ensuite lecture du rapport des juristes sur certaines modifications de détails du Chapitre I, y compris la substitution de "la présente Charte" aux mots "cette Charte".

Il est décidé que la phrase "la présente Charte" sera employée dans l'ensemble de la Charte.

### CHAPITRE III (Suite)

Le Président demande de nouveau quelles sont les objections à une annexe donnant la liste des noms. M. Jebb rappelle que cette méthode fut employée à Versailles. M. Golunsky avoue n'avoir aucune objection contre cette méthode, sauf au point de vue du style. Le Président explique que la raison d'une annexe est de ne pas surcharger l'un des articles. M. Fouques-Duparc pense qu'il serait peut-être opportun d'insérer une liste de signatures dans un article supplémentaire.

M. Darlington explique que le Comité technique n'avait voulu au début aucune liste, désirant éviter toute distinction entre les membres, mais qu'il avait changé d'avis au cours des séances ultérieures, ayant découvert qu'une liste était nécessaire. Le Comité Consultatif de Juristes avait



d'abord songé à placer cette liste dans le Préambule, mais à présent il ne s'oppose pas à une annexe. M. Golunsky propose un article qui suivrait immédiatement l'article sur la ratification et qui déclarerait explicitement que "les Etats admis comme membres dans l'Organisation, conformément à l'article 4, doivent"; une déclaration pourrait suivre expliquant la manière dont les membres doivent assumer les obligations de la Charte. Il déclare que le Comité Consultatif de Juristes veut préparer un article de ce genre et le Président estime également que ce travail relève de la compétence de ce Comité. M. Oreamuno demande quel sera le texte de l'article proposé, et le Président donne lecture du passage suivant: "Les membres originaires des Nations Unies sont les Etats signataires de la présente Charte, qui la ratifient conformément aux dispositions de l'article 82", et le passage suivant: "peuvent devenir membres de l'Organisation des Nations Unies tous les autres Etats épris de paix qui acceptent..." M. Golunsky dit qu'il préfère le mot "fondateur" au mot "originaires". Il ajoute que le Comité Consultatif de Juristes préfère également le premier terme. M. Bailey ne croit pas que le Comité technique ait jamais discuté les mérites relatifs des mots "originaire" et "fondateur". M. Darlington explique que le mot "originaire" a été employé régulièrement par le Comité. M. Malcolm Davis, Secrétaire Administratif de la Commission I, prenant part au débat, explique que le Comité avait d'abord adopté un texte dans lequel ni l'un ni l'autre de ces termes n'étaient utilisés; puis, dans la nouvelle rédaction, le mot "fondateur" fut inclus et adopté sans aucune objection; il croit que le choix entre les deux termes n'a jamais été soumis au Comité. Le Président pense que l'un ou l'autre terme peut être employé et que le Comité technique peut, s'il le juge à propos, présenter des objections. Le texte se lirait alors ainsi "les membres originaires de..."

M. Oreamuno fait observer que le texte du sous-comité ne mentionne pas les "Nations Unies" mais emploie le mot "Organisation". Le Président déclare que ceci est voulu afin de rendre le texte uniforme dans sa terminologie.

M. Reid propose que les dispositions nécessaires soient prises pour permettre aux personnalités qui ont assisté à la Conférence mais qui ont dû partir avant la clôture, de signer la Charte. Le Président déclare, qu'à son avis, on devrait dresser une liste des Etats ayant le droit de devenir membres originaires de l'Organisation. M. Golunsky partage ce point de vue. Le Président pense que cette question pourrait être renvoyée au Comité Consultatif de Juristes, mais M. Golunsky fait observer que ce Comité a déjà discuté la question, qu'il est en faveur d'une liste et qu'il n'y a pas lieu de porter la question de nouveau devant lui. Il

176

336  
235

ajoute que cette question devrait être décidée par le Comité de Coordination.

M. Bailey exprime l'opinion que les signataires créent eux-mêmes une liste en signant, mais M. Golunsky pense que s'il n'y a que des signatures pour constituer une liste, d'autres signatures pourraient alors y être ajoutées plus tard.

M. Creamer demande s'il est admis que la qualification de membre originaire est acquise au moment de la ratification ; le Président et M. Golunsky confirment cette opinion.

M. Bailey demande que le Comité Consultatif de Juristes décide si un acte officiel est nécessaire pour clôturer la liste de signataires et demande qu'un formulaire soit établi à cet effet. Il désire savoir également s'il y a quelque avantage à avoir une liste spéciale. M. Jobb pense que la liste pourrait être la même que celle des signataires. M. Golunsky se rallie à ce point de vue.

Il est décidé que la question des membres originaires sera portée devant le Comité Consultatif de Juristes.

La séance est levée à 13h.20 et reprendra cet après-midi à 15h.



## **COORDINATION COMMITTEE**

---

COMPTE RENDU RESUME DE LA VINGT-CINQUIEME SEANCE DU COMITE  
DE COORDINATION

Opera House, Salle 418, 16 juin 1945, 15 heures.

Présents:

Australie	MM. K. H. Bailey
Brésil	Antonio Camillo de Oliveira
Canada	N. A. Robertson
Chili	Félix Nieto del Río
Chine	Yuen-li Liang
Tchécoslovaquie	Jan Papánek
France	Jacques Fouques-Duparc
Iran	Ali Akbar Siassi
Mexique	
Pays-Bas	Adrian Pelt
Union des Républiques Soviétiques Socialistes	S. A. Golunsky
Royaume-Uni	H. M. G. Jebb
Etats-Unis	Leo Pasvolksy
Yougoslavie	Stojan Gavrilovic

Le Président, M. Pasvolksy, ouvre la séance à 15 h. 10.

## CHAPITRE V

### Article 23

Monsieur T. Agh-ides, Président suppléant du Comité III/1 et M. Paul Pennoyer, Secrétaire du Comité, sont présents lors de la discussion du Chapitre V. Le Secrétaire signale que l'Article 23 (WD 352, CO/139) a été renvoyé au Comité III/1 pour qu'une décision soit prise sur la question de savoir si une virgule doit être insérée après la phrase "due regard being specially paid". Plusieurs membres du Comité remarquent que le texte français est défectueux à certains points de vue; le Président répond que cela vient de ce que le texte anglais a été pris comme base, et qu'un effort a été fait pour obtenir un texte français qui corresponde aussi étroitement que possible.

Le Comité est d'accord pour renverser au paragraphe (1) du texte français l'ordre des mots "d'abord" et "spécialement"; pour insérer les mots "Conseil de Sécurité" après les mots "membres non permanents"; et les mots "de l'Organisation" devraient être insérés après les mots "par les membres".

Une longue discussion se déroule alors pour savoir si l'on doit ajouter au texte français la phrase "en premier lieu" sans la faire suivre de "en second lieu" pour se conformer au texte anglais "in the first instance". Quelques délégués présentent des commentaires sur ce point, et M. Golunsky, en particulier, remarque qu'il est absolument impossible d'obtenir l'équivalent français exact.

Le Comité accepte de déplacer "however" pour le mettre après "the non-permanent members", au paragraphe 2.

Il n'y a pas d'autres remarques sur le texte anglais de ce paragraphe.

On est d'accord pour qu'une nouvelle traduction française soit préparée pour le Comité; le texte anglais est accoté à la première lecture.

Il n'y a pas de remarques sur le paragraphe 3.

350  
179 ~~349~~



## Article 24

Le Secrétaire rapporte que l'Article 24 a été discuté par le Comité de Coordination le 28 mai et révisé par le Comité des Juristes le 29 mai et par le Comité de Coordination le 5 juin. M. Bailey soulevé une question sur le titre "the United Nations" et demande si ce titre est pluriel ou singulier. Le Président répond que le singulier est correct, et suggère que dans le texte anglais le titre devrait être accompagné de "The", en lettres capitales; cette suggestion devra être examinée plus tard.

On discute sur la valeur relative de l'emploi des mots "responsibility" et "duties" dans le texte anglais et l'emploi du mot "devoir" dans le texte français. M. Liang remarque que la seconde fois où le mot "responsibility" apparaît dans le texte anglais, le mot "devoir" est employé dans le texte français et M. Golunsky demande si le mot anglais "responsibility" peut avoir les deux sens différents contenus dans les mots français "responsabilité" et "devoir". M. Jebb considère que le mot "responsibility" est employé incorrectement dans le texte anglais; il remarque que l'on accomplit un devoir mais que l'on assume une responsabilité. M. de Oliveira déclare que le sens du projet du Comité a été changé lorsqu'on a remplacé "duties" par "functions". Le Président suggère qu'on modifie le paragraphe pour le rendre conforme au texte original du Comité Technique.

On est d'accord pour changer la dernière phrase du paragraphe 1 du texte anglais et la rédiger comme suit:

"....and agree that in discharging its duties under this responsibility the Security Council acts on their behalf;"

et au paragraphe 2,

"In discharging its duties the Security Council shall act in accordance with the purposes."

On est d'accord pour remplacer dans le titre et dans le texte de l'article français le mot "essentielle" par le mot "principale." De plus le texte français sera modifié pour être rédigé ainsi:

"....ses membres confèrent au Conseil de Sécurité la responsabilité essentielle principale pour du le maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des ee devoirs, que lui impose cette responsabilité le Conseil de Sécurité agit en leur nom."

351  
180 350



On décide d'omettre dans le texte français les mots "doit", "propres", "et ailleurs dans la Charte", et de remplacer les mots "d'exécuter sa tâche" par les mots "d'accomplir les dits devoirs".

En raison des changements faits dans le texte anglais, on considère qu'il est souhaitable de revoir le texte français.

Une autre question concernant l'Article 24 est la référence au paragraphe 2 à l'énumération des pouvoirs spécifiques du Conseil de Sécurité, tels qu'ils sont mentionnés au Chapitre VI, VII et VIII, ainsi qu'un amendement proposé par le Secrétariat tendant à ajouter les mots "and elsewhere in this Chapter". M. de Oliveira pense que cette phraseologie est destinée à élargir des pouvoirs du Conseil de Sécurité, tandis que l'intention du Comité avait été de les restreindre. M. Agnides et lui-même expriment leur appréhension de voir ces mots impliquer un agrandissement des pouvoirs du Conseil. L'insertion de ces mots implique que le Conseil devra employer ces pouvoirs pour maintenir la paix seulement en vertu des Chapitres VI, VII, et VIII, et non "elsewhere"; telle n'était pas l'intention du Comité.

M. Golunsky dit que si l'on n'insérait pas la phrase "elsewhere in this Charter", cela impliquerait que les pouvoirs non énumérés dans ce paragraphe ne seraient pas nécessairement employés selon les Buts et les Principes de la Charte. M. Robertson pense qu'il y a une distinction valable dans l'emploi de ces mots, car d'autres fonctions du Conseil de Sécurité non énumérées au paragraphe 2 n'impliquent pas que le Conseil de Sécurité agit au nom de l'Organisation, tandis que, le Conseil de Sécurité, selon les Chapitres énumérés au paragraphe 2, agit au nom de toute l'Organisation. Le Président indique que les pouvoirs mentionnés dans ce paragraphe ne sont pas les seules fonctions du Conseil de Sécurité, et l'on n'a jamais eu l'intention de limiter les fonctions du Conseil de Sécurité par les fonctions énoncées au Chapitre VIII. Mais ce chapitre concerne la "primary responsibility" et les fonctions mentionnées au Chapitre VI, VII et VIII sont les fonctions du Conseil de Sécurité concernant la responsabilité principale pour le maintien de la paix et de la sécurité. Le Conseil de Sécurité a des fonctions électtorales autres que celles mentionnées à l'Article 27; en fait, l'Article 27 doit être considéré en relation avec l'Article 24. Le Conseil a des devoirs envers l'Assemblée, le Secrétariat, le Conseil de Tutelle, les Membres, et la Cour, outre les autres devoirs mentionnés dans toute la Charte. Il devrait être possible d'énumérer ces diverses fonctions, afin qu'il ne soit pas nécessaire d'examiner tout le document pour y trouver les pouvoirs du Conseil de Sécurité.



M. Bailey n'est pas d'accord avec M. Oliveira sur l'intention du Comité technique de limiter les pouvoirs du Conseil de Sécurité en vertu de cet Article. Il suggère que le texte original des Propositions de Dumbarton Oaks sur lequel est fondé ce paragraphe n'était qu'une déclaration de fait.

La référence aux autres Pouvoirs n'est qu'une vérification ; elle ne confère pas de pouvoirs au Conseil et ne les limite pas. A son avis elle n'est pas à sa place dans la Charte; elle ne représente qu'un simple memorandum, utile à titre de référence. Si elle doit rester dans le projet, il doit être clairement indiqué que ce n'est qu'à titre de référence. M. Liang est d'accord sur une suggestion antérieure faite par M. Oliveira que la mention des pouvoirs spécifiques ne doit pas figurer au Chapitre concernant les responsabilités principales. De plus, la deuxième phrase du paragraphe 2 n'a pas de relation de fond avec la première phrase et ne se trouve pas dans le projet du Comité. A son avis, la première phrase du paragraphe 2 est liée au premier paragraphe mais la seconde phrase ne la suit pas logiquement.

On est d'accord pour remplacer dans la première phrase du paragraphe 2 de l'Article 24 "responsibility" par "these duties"; pour rédiger ainsi la seconde phrase "The specific powers granted to the Security Council for the discharging of these duties are laid down in Chapters VI, VII, VIII", et pour omettre la phrase "and elsewhere in this Chapter".



## DISCUSSION SUR L'HORAIRE DES TRAVAUX

Le Président demande au Comité d'examiner le projet d'horaire pour ses travaux, puisque certaines heures ont été fixées, avec l'agrément des Présidents et des Rapporteurs des Comités Techniques, en vue de la discussion des textes de leurs Comités en commun avec le Comité de Coordination, afin d'assurer que le Comité de Coordination et les Comités Techniques seront d'accord quant au sens de chaque texte. Il est nécessaire que le Comité tâche de finir cette partie de ses travaux lundi soir au plus tard, et il est également nécessaire de s'en tenir à un emploi du temps fixé d'avance, parce que certains des Présidents ne peuvent venir qu'à certaines heures.

M. Golunsky proteste: l'horaire suggéré est chimérique et impossible à réaliser. Il a le sentiment que les membres se trompent eux-mêmes et trompent aussi les Secrétaires de la Conférence en laissant croire que le Comité peut s'en tenir à un tel horaire. Par exemple, le projet envisage compte une heure environ pour chaque chapitre, ce qui fait une moyenne de cinq minutes pour chaque article; les séances tenues jusqu'à présent démontrent que ce n'est pas assez. M. Jobb convient qu'au train dont on est allé jusqu'ici il sera impossible de finir lundi soir. La seule manière de s'en tenir à cet horaire serait de jeter un simple coup d'oeil sur les textes et d'y mettre un signe d'approbation sans les examiner.

M. Bailey considère qu'on devrait prévenir les Présidents de la Conférence que le Comité de Coordination ne pourra pas sortir un texte satisfaisant et qui soit de la qualité que les Gouvernements invitants et les chefs de la Conférence sont en droit d'attendre. Il estime qu'on pourrait faire une liste des maintenant, d'une demi-douzaine d'ambiguïtés sérieuses que le Comité n'a pas encore eu le temps de résoudre; beaucoup d'autres ambiguïtés se montreront avant la fin de la première lecture de la Charte.

Une discussion assez prolongée s'ouvre alors sur la méthode à adopter pour réviser le texte français, et M. Robertson demande s'il serait possible de nommer un Sous-comité composé de membres des délégations de langue française pour travailler sur le texte français et le collationner sur le texte anglais, M. Fouques-Duparc dit que cela ne répondrait pas au but visé par le Comité. Il ne s'agit pas d'une question de traduction en français, car les textes actuels sont exacts dans la plupart des cas. Le problème posé est un problème de concordance, et il s'agit de trouver des sens qui seront exacts dans les deux langues en même temps. C'est une question de fond et non simplement de rédaction. Dans certains cas, c'est le texte anglais plutôt que le texte français qui devra être changé pour exprimer une idée particulière avec précision et clarté. On est en train de



rédiger une Charte qui doit servir au monde entier pendant bien des années. Il est plus important de produire une bonne Charte que d'essayer de gagner quelques jours.

Le Président demande à M. Fouques-Duparc s'il peut suggérer quelques membres de langue française, pour constituer un petit Sous-comité chargé d'étudier le texte français, mais M. Fouques-Duparc répond qu'il croit que cela serait impossible. Le véritable problème n'est pas une étude du texte français seul, et d'ailleurs il y a déjà un groupe français prêt à travailler au texte définitif en français de la Charte.

Le Comité de Coordination décide, à titre de mesure provisoire, qu'il n'essayera pas d'examiner le texte français quant à ses qualités littéraires, qu'on se passera autant que possible d'interprétation française, et qu'on fera des efforts pour constituer un petit groupe français qui devra coopérer avec le Comité à la lecture finale. Il décide aussi que les séances ne devront pas se prolonger au-delà de 23 heures, puisque tous les membres se disent complètement épuisés, à cette heure tardive. Le Comité fera tout son possible, cependant, pour coopérer avec les Secrétaires de la Conférence, afin de terminer les travaux du Comité, lundi au plus tard.

#### CHAPITRE V (suite)

#### Article 25

Cet article est accepté sans discussion.

#### Article 26 -

Cet article est accepté avec cette seule modification: les mots "avec l'assistance du Comité d'Etat-Major" sont transposés de manière à suivre les mots "chargé d'élaborer".

#### Article 27

M. Bailey soulève une question qui se rapporte non seulement à cet article, mais à la Charte prise dans son ensemble: à savoir, dans quelles circonstances on emploie le mots "Nations Unies" ou le mot "Organisation". Le Président répond qu'un autre groupe examine cette question et qu'une formule uniforme sera adoptée pour l'ensemble de la Charte.

Le Président fait observer qu'il reste la question de déterminer s'il doit y avoir une section intitulée "Election des Juges"; ou s'il doit y avoir une section intitulée "Autres Fonctions". Le Secrétaire dit que l'en-tête doit être supprimé.

M. Golunsky considère que si l'Article 27, qui prévoit la participation du Conseil de Sécurité aux élections des juges de

355  
184 354



la Cour Internationale, est conservé dans la Charte, il devrait aussi mentionner les autres fonctions électtorales du Conseil; il y a une clause spéciale dans le Chapitre relatif à l'Assemblée. Le Président dit qu'on a pris en considération la possibilité d'en faire un Article général énumérant les autres fonctions du Conseil.

M. Golunsky est d'avis que dans ce cas le paragraphe en question pourrait faire suite à l'Article 24, mais que d'autre part, les Articles 24 et 25 sont étroitement liés entre eux et ne devraient pas être séparés. Il est suggéré que les Articles de ce Chapitre pourraient à bon droit être intitulés "Responsabilités Principales", "Autres Fonctions" ou "Dispositions Générales", ou "Autres Fonctions et Pouvoirs", et "Vote".

On décide d'examiner à nouveau cette question quand la Charte sera lue dans son ensemble.

#### Article 28 et Article 29

Ces Articles sont acceptés sans discussion.

#### Article 30

Cet Article est accepté sous réserve qu'à la lecture finale les renvois aux autres Articles devront être soigneusement vérifiés.

#### Article 31

Cet Article est approuvé sans discussion, mais avec la suggestion que le mot "Siege" au paragraphe 3 devra prendre une majuscule.

#### Articles 32, 33 et 34.

Ces Articles sont acceptés sans discussion, sauf la suggestion qu'on devrait remplacer dans le texte anglais, les mots "Security Council", la deuxième fois qu'ils se présentent par le mot "it", à l'Article 34; et que le dernier mot du texte français devrait être "affectés" au lieu de "en jou".

#### Article 35

M. Liang soulève une objection contre les mots "qui n'est pas représenté au Conseil de Sécurité", et M. Robertson soulève une objection contre les mots à la fin du paragraphe, "pour un non-membre... les conditions qu'il estime justes". M. Bailey suggère "tout membre des Nations Unies qui n'est pas membre du Conseil de Sécurité", ce qui est accepté par les autres membres du Comité.



Le Président fait observer que ce changement rend équivoque le terme "non-membre" dans la deuxième phrase. Le Comité décide d'adopter les mots suggérés par M. Bailey, "Le Conseil de Sécurité détermine les conditions qu'il estime justes de la participation d'un Etat qui n'est pas membre de l'Organisation".

M. Liang demande si le Comité est responsable du texte français, et le Secrétaire répond que non.

L'Article est approuvé avec la modification indiquée.

## CHAPITRE VII

Il s'ouvre une discussion sur le titre du chapitre (WD 355;C0/142), et l'avis général est que ce titre est extrêmement long et gauche. M. Golunsky, d'autre part, estime qu'il est très exact, mais M. Liang signale que les mots "rupture de la paix" ont été omis.

M. Jebb estime que l'idée essentielle de ce chapitre est celle du rétablissement et du maintien de la paix et de la sécurité, mais que le terme "enforcement" ("Mesures de coercition") n'aurait pas une portée assez générale pour le titre. M. Golunsky est d'avis qu'on pourrait employer "enforcement", et on examine la question de n'employer que certaines parties du titre.

Le Comité décide de substituer provisoirement le titre "Action en Cas de Menaces contre la Paix, de Ruptures de la Paix et d'Actes d'Agression".

### Article 43

Cet article est adopté avec l'insertion d'une virgule après "recommandations" et après "46" (dans le texte anglais seulement).

### Article 44 et Article 45

Ces articles sont adoptés sans discussion quant au fond, mais on note quelques omissions dans le texte français, y compris celle du mot "économiques" après "communications".

### Article 46

M. Robertson pense que le mot "action" doit être employé pour désigner l'emploi de forces physiques, et le mot "mesures" ("mesures") pour les autres cas. Le Président

dit que ce point est à l'examen pour l'ensemble de la Charte.

Cet article est adopté avec quelques modifications apportées au texte français, y compris le remplacement du mot "seront" par le mot "seraient".

#### Article 47

Il s'ouvre alors une discussion à propos des mots dans les deux textes, français et anglais, au paragraphe 1, "including rights of passage" ("y compris le droit de passage"), et des mots au paragraphe 2 "numbers and types of forces" ("les effectifs et la nature de ces forces"). M. Robertson dit que les autorités militaires qu'il a consultées ont dit que "le droit de passage" est un droit spécifique fondé sur des conventions particulières (sur des accords particuliers), et qu'il est en faveur de la conservation du texte actuel. Le texte français du paragraphe 1, dernier passage, est changé du pluriel au singulier - les mots "les droits" sont remplacés par "le droit".

Le paragraphe 3 suscite une discussion sur une décision précédemment prise en faveur de la suppression du mot "states" dans la locution "member states", mais on décide finalement de conserver la rédaction actuelle.

#### L'Article est adopté.

#### Article 48 (ancien Article 47X)

On reprend la discussion antérieure sur l'emploi des mots "use of force" ("avoir recours à la force") ou "take action under Article 46" ("exécuter des obligations contractées en vertu de l'Article précédent"), et on demande à un petit Sous-comité composé de MM. Jebb, Robertson, et de Oliveira, de faire un rapport.

Il s'ensuit une discussion prolongée sur le sens des mots "call upon" dans le texte anglais et sur l'emploi des mots "inviter" et "requérir" qui sont employés aux Articles 44 et 47 du texte français comme équivalents de "call upon". On demande à M. Jebb si "call upon" signifie "to invite", et il suggère qu'il a plutôt le sens d'une prière ou d'un appel fait à la conscience de quelqu'un; M. Liang trouve que le mot anglais "invite" est trop courtois pour servir en l'occurrence. M. Robertson dit que le verbe "call upon" perd de sa force à l'Article 44 parce que la même phrase comporte le refus d'accéder à cette demande. M. Jebb dit que la demande de fournir des forces armées est une obligation définie et stricte qui ne comporte pas le choix; et M. Bailey dit que



s'il comporte un devoir, on pourra employer "require".

M. Golunsky dit que "inviter" peut s'employer comme équivalent français à l'Article 44, mais qu'il ne voit pas comment il est possible de l'employer à l'Article 48. M. Fouques-Duparc dit qu'il serait impossible d'employer "requérir" comme équivalent de "call upon" à l'Article 44. Il explique que "requérir" ne serait pas du bon français à l'Article 44, mais qu'il est le mot qui convient à l'Article 48. "Inviter" veut dire faire quelque chose, et on peut inviter quelqu'un à fournir des forces armées. On finit par demander à M. Fouques-Duparc d'étudier cette question et de présenter une solution.

#### Article 49 (ancien Article 48)

Cet article est accepté avec la transposition à la dernière partie de l'article du passage suivant: "by the Security Council with the assistance of the Military Staff Committee" (Cette transposition ne porte pas sur le texte français).

#### Article 50

Cet article est accepté sans discussion.

#### Article 51

M. Fouques-Duparc suggère que la première phrase du texte français soit modifiée comme suit:

(Voir le texte anglais)

Il s'ouvre alors une discussion prolongée sur la portée des mots, au début du texte anglais, "There shall be established". M. Bailey considère que la ré-insertion de ces mots a créé une équivoque. Il s'agit de savoir si la Charte elle-même établit le Comité d'Etat-Major, ou si cette responsabilité doit incomber à quelqu'autre organisation. Dans l'un de ces cas, il vaudrait mieux dire "There is established"; dans l'autre, "The Security Council shall establish".

M. Golunsky exprime l'avis qu'il serait peut-être plus exact de dire que le Conseil de Sécurité devra établir le Comité; M. Bailey est d'accord que le Conseil est dans l'obligation d'agir concernant le Comité, mais qu'il n'est pas libre de déterminer le personnel du Comité ni de prendre la décision fondamentale de l'établir.

Le Président dit qu'il lui semble qu'il existe entre le Comité d'Etat-Major et le Conseil un rapport semblable à celui

188 359



qui existe entre le Conseil Economique et Social et l'Assemblée. Le Conseil Economique et Social fonctionnera sous l'autorité de l'Assemblée, mais il est établi par la Charte; le Comité d'Etat-Major fonctionnera sous l'autorité du Conseil, mais il est établi par la Charte, qui détermine sa participation. M. Liang a le sentiment qu'aucun acte nouveau n'est nécessaire pour établir le Comité et que le texte actuel est suffisant. M. Bailey continue à être de l'avis qu'il y a quelque ambiguïté dans la première phrase parce que le Conseil est libre de fixer le temps de l'établissement du Comité. Il demande s'il y aurait une objection contre les mots "there is established", mais M. Golunsky considère qu'ils ne sont pas équivoques s'ils sont considérés par rapport à l'ensemble du paragraphe. Ni lui ni M. Liang ne les trouvent acceptables pour la traduction en russe et en chinois.

La suggestion est faite, par M. Bailey et acceptée par les autres membres que les mots "such a member" à la fin du paragraphe 2 soient remplacés par "that member".

La forme modifiée de l'article est adoptée, sous réserve que le texte français fera l'objet d'une discussion ultérieure, après consultation avec les experts militaires français.

#### Article 52 (Ancien Article 49)

M. Jebb cite un second texte possible suggéré par M. Robertson: "members agree to take, separately or jointly as the case may be, ...." (les membres conviennent de prendre, individuellement ou en commun suivant les circonstances). Le Secrétaire fait observer que l'Article est rédigé d'une façon à peu près semblable à l'Article 25 et il lit une variante du texte. Plusieurs questions sont soulevées au sujet de cet Article. Le Président dit que l'important est de trouver des termes qui diront que les membres devront agir au moyen de "mesures qu'ils pourront régler eux-mêmes et d'actions exécutées en leur qualité de membres d'organisation spécialisées appropriées". Il demande qu'un petit Sous-comité, composé de MM. Bailey, Liang, Pelt, et Reid, examine cette question et apporte une rédaction nouvelle.

#### Article 53 (Ancien Article 52)

Cet Article est adopté sans discussion.

#### Article 54 (Ancien Article 53).

M. Fouques-Duparc signale une interprétation possible du texte actuel. "Tout état" (any state) pourrait être interprété comme désignant un état contre lequel des mesures coercitives

189 359 366



auraient été prises, mais qui, se trouvant en présence de problèmes économiques, pourrait en appeler au Conseil pour demander de l'aide. Tout le monde convient que cette interprétation va un peu trop loin, mais M. Fouques-Duparc considère qu'on ne doit laisser aucune possibilité de ce genre subsister dans la Charte. M. Jebb suggère la phraséologie "any states other than those against whom action is being taken" (tout état autre qu'un état contre lequel des mesures sont en cours d'être prises).

M. Bailey agréé la demande du Président proposant que son Sous-comité examine également cet Article.

La séance est levée à 18 h. 30.

C=1

Sir Ramaswami Mudaliar souligne que le Comité doit s'assurer que les termes adoptés, soit "les organisations intergouvernementales", soit "les organisations instituées par accord intergouvernemental", comprennent les organisations comme l'Organisation internationale du Travail. Le Comité est d'avis de porter cette question devant le Comité de Juristes.

Une discussion s'élève au sujet du sens de l'expression "attributions internationales étendues", à l'Article 60. M. Bailey demande si le Comité II/3 désire ne pas comprendre, parmi les organisations mentionnées à l'Article 60, les organisations qui sont uniquement bilatérales. Sir Ramaswami Mudaliar fait observer que le mot essentiel est le mot "seront"; "les organisations spécialisées ... seront reliées aux Nations Unies". C'est une disposition exécutoire, et le Comité est d'avis que seules les organisations pourvues d'attributions internationales étendues devraient être obligatoirement reliées au Conseil économique et social. Le mot "wide" (étendues) se rapporte à "international" (internationales) et non pas à attribution. Le Comité tient à ce que les organisations mondiales soient effectivement reliées à l'Organisation, mais il veut laisser au Conseil économique et social le soin de décider si une organisation représentant deux gouvernements doit être comprise ou non dans ce terme. Le Président fait remarquer qu'à son avis, il est souhaitable de se contenter du mot vague wide (étendues).

#### Article 62

Le Comité discute sur le point de savoir s'il est nécessaire d'introduire une phrase qui mentionne les pouvoirs du Conseil économique et social et établisse un lien entre ce chapitre et le Chapitre IX (X). M. Robertson propose d'ajouter un membre de phrase à la fin de l'article, et le Comité approuve sa proposition.

Le Comité convient d'ajouter, à la fin de l'Article 62, le membre de phrase suivant : "... qui dispose à cet effet des pouvoirs qui lui sont attribués aux termes du Chapitre IX (X)".

#### CHAPITRE IX (X)

Le Comité discute dans le détail, les articles de ce chapitre (Doc. WD 358; CO/144), en s'attachant particulièrement à éliminer la répétition des énumérations, à uniformiser les termes et à déterminer l'ordre de présentation des divers articles. Le Comité décide d'en reprendre l'examen lorsque tout le texte sera mis sous sa forme définitive. On trouvera en appendice au présent compte rendu analytique un tableau comparatif des articles qui figurent dans les documents WD 358, CO/144 (dont le Comité est actuellement saisi), WD 397 et CO/144 (1), qui fait état des décisions indiquées ci-dessus.



C-1

Le Comité décide :

1) De supprimer à l'Article 69 les mots "organisations économiques, sociales, intellectuelles, d'éducation, de santé publique ou autres".

11) De supprimer dans le texte anglais, à l'Article 72, les mots "organizations or" et, dans le texte français, les mots "dans les domaines économique, social, intellectuel, de l'éducation, de la santé publique, et autres domaines connexes"; et de remplacer l'article indéfini "des" par "les" après les mots "membres des Nations Unies ou", afin que la phrase se lise : ... "par les organisations spécialisées reliées à l'Organisation, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale."

Articles 64 à 79

On a attiré l'attention du Comité sur les variantes de rédaction ci-après :

A l'Article 64 : "dans le cadre de ses attributions".

A l'Article 67 : "relevant de sa compétence".

A l'Article 71 : "rentrant dans la sphère de son activité".

A l'Article 74 : "dans la limite de sa compétence".

A l'Article 76 : "dans sa sphère d'activité".

A l'Article 79 : "relevant de sa compétence".

De l'avis de M. Robertson, on peut éviter ces variantes de caractère restrictif et la répétition des questions dont s'occupe le Conseil en insérant à la fin de l'Article 62 les mots "qui dispose à cet effet des pouvoirs qui lui sont attribués aux termes du chapitre IX (X)" (Voir ci-dessus). Sir Ramaswami Mudaliar fait observer que, si la mention restrictive est indispensable dans certains articles, par exemple les Articles 67 et 71, on peut cependant la supprimer à l'Article 74. Le Président conclut que, si la mention restrictive est conservée, il faudra en uniformiser la rédaction. Il est d'ailleurs d'avis qu'il serait utile d'ajouter la phrase proposée par M. Robertson.

Le Comité décide de supprimer, à l'Article 74, les mots "dans la limite de sa compétence".

C = 1

4. Les pouvoirs de l'Assemblée générale énumérés dans les trois paragraphes précédents ne limitent pas la portée de l'Article 11."

vi) de supprimer le chiffre "2" avant les mots "tant que le Conseil de sécurité" et de faire de ce paragraphe un article séparé : l'Article 12 du Chapitre X, divisé en deux paragraphes numérotés : "1. Tant que le Conseil de sécurité..." et "2. Le Secrétaire général ..."

vii) de placer une virgule après les mots "dont s'occupe le Conseil de sécurité," et de remplacer le mot "également" par "de même".

La séance est levée à 23 heures 15.



C=1

Chapitres IX et IX (X)

Ordre de présentation des articles  
décidé à la 26ème séance du Comité de coordination

Chapitre IX

WD 357; CO/143

- Article 58
- Article 59
- Article 60

WD 394; CO/143 (1)

- Article 58
- Article 59
- Article 60
- Article 61

(tiré de l'Article 15 du Chapitre IV, (WD 336; CO/133)  
et l'Article 69 (WD 358; CO/144)

- Article 61
- Article 62

- Article 62
- Article 63

Chapitre IX (X)

WD 358; CO/144

- Article 63, 1-3
- Article 64
- Article 65
- Article 66
- Article 67
- Article 68
- Article 69
- Article 70
- Article 71

WD 397; CO/144 (1)

- Article 63, 1-3
- Article 68, 1
- Article 64, 1
- Article 64, 2
- Article 64, 3
- Article 65, 1
- Article 65, 2
- Article 66, 1 et 2
- Article 64, 4

201

C=1

Le Comité convient d'ajouter à l'Article 13 un paragraphe 2 ainsi conçu:

"2. L'Assemblée générale aura, relativement aux questions du domaine de l'économie internationale et de la coopération sociale, les responsabilités, fonctions et pouvoirs énoncés aux chapitres IX et IX (X)."

Le Comité décide de reporter à l'Article 17 le paragraphe 2 de l'Article 15.

Le débat général relatif à l'Article 15 a révélé qu'il existait un chevauchement entre les Articles 13 et 15 du Chapitre IV et les chapitres IX et IX (X), en ce qui concerne les objectifs, études et recommandations du Conseil économique et social.

Le Comité nomme un Sous-Comité (composé des représentants suppléants des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la France, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique), chargé d'harmoniser ces chapitres lors d'une réunion qui aura lieu à une date que fixera le suppléant des Pays-Bas.

#### ARTICLE 16

M. John Sofianopoulos, Président du Comité III/1, informe le Comité de coordination que le Comité III/1 a décidé de supprimer la mention des mots "à la majorité de sept membres", comme condition à la recommandation du Conseil de sécurité pour la désignation d'un candidat au poste de Secrétaire général. En raison des autres amendements que le Comité III/1 se propose d'apporter à l'Article 16, l'examen plus approfondi de cet Article est remis à une date ultérieure.

#### ARTICLE 17

M. Hasan Saka, Président du Comité II/1, suggère de remplacer le mot anglais "borne" par "allocated", qui semble mieux convenir et évoque l'idée de supporter les dépenses. On fait observer cependant que les juristes ont estimé indispensable d'énoncer clairement dans la Charte l'obligation financière. En outre, cet Article constitue le texte fondamental pour ce qui est de la structure financière de l'Organisation. Enfin, on signale que les mots "shall be borne" (sont supportés) constituent un changement de fond et que le Comité technique n'a pas eu l'occasion de l'étudier. M. Jebb propose de soumettre cette question à la Commission II, mais après discussion avec le Secrétaire, M. Darlington, il apparaît que le Comité II/1 est l'organe qu'il convient de saisir de cette question.



C = 1

COMITE CONSULTATIF DE JURISTES

COMPTES RENDUS DES SEANCES

1ère - 22ème séances

29 mai - 22 juin 1945

L  
/

379  
580 60

## **COORDINATION COMMITTEE**

---

ORDRE DU JOUR DE LA PREMIERE SEANCE DU  
COMITE CONSULTATIF DE JURISTES

Opera House, 4ème étage, 29 mai 1945, 15 heures

- (1) Examen du premier projet provisoire de la Charte.

Le Comité Consultatif de Juristes aura sans doute à se reporter à certains textes qui ont déjà été examinés par le Comité de Coordination et qui sont mentionnés dans le projet provisoire de Charte.

A la date du 29 mai 1945, les documents suivants où figurent les textes adoptés par les comités techniques ont été distribués au Comité de Coordination:

CO/5,	Textes adoptés jusqu'au 17 mai, projets de texte	1-8
CO/8,	" " " 19 " " " "	9-12
CO/15,	" " " 22 " " " "	13-19
CO/17,	" " " 24 " " " "	20-26
CO/18,	" " " 26 " " " "	27-39



## **COORDINATION COMMITTEE**

Comité de Coordination

### COMPTE RENDU RESUME DE LA PREMIERE SEANCE DU

### COMITE CONSULTATIF DES JURISTES

Opéra House, salle 428, le 29 mai 1945, à 15 h. 15

#### Membres présents:

Président  
Chine  
Union des Républiques  
Socialistes Soviétiques  
Royaume Uni  
France  
Mexique

Green H. Hackworth  
Hsu Mo  
S.A. Golunsky  
  
Sir William Malkin  
Jules Basdevant  
Alfonso Garcia Robles

Le Président demande au Secrétaire, M. Darlington, d'expliquer au Comité le travail du Comité de Coordination. Le Secrétaire dit que le Comité de Coordination s'est occupé de deux travaux principaux: l'ordonnance et l'arrangement de la Charte, et la revision des textes soumis par les comités techniques. L'esquisse de la Charte, provisoirement approuvée par le Comité de Coordination, figure dans le Document CO/13. Le premier projet provisoire incomplet de la Charte contenu dans le Document CO/20 est fondé sur cet avant projet. Les textes transmis par les comités techniques, ainsi que la mise en forme de ces textes faite par le Secrétariat, sont contenus dans cinq documents: CO/5, CO/8, CO/15, CO/17 et CO/18. Le Secrétaire suppose que le Comité voudrait peut-être examiner d'abord le projet provisoire de la Charte et aborder ensuite certaines questions renvoyées aux Juristes par le Comité de Coordination.

Après discussion sur la question de déterminer où l'on doit mettre la phrase créant l'Organisation et sur le changement de titre du Chapitre approprié qu'il faudra faire, il est décidé de laisser la question en suspens jusqu'au moment où le Comité de Coordination aura soumis un texte précis.



Le Secrétaire explique qu'on s'est efforcé en préparant le projet de Charte de donner aux articles et aux chapitres, une longueur semblablement égale, plus qu'on ne le fait dans les Propositions de Dumbarton Oaks.

M. Golunsky propose que le Comité des Juristes adopte, en principe, des articles courts dans la mesure du possible. Sir William Malkin ajoute que le Comité devrait également adopter des phrases courtes. Le Comité approuve ces deux propositions.

Le Président suggère que le Chapitre XIII, Ratification et Amendements, devrait trouver place à la fin de la Charte. Sir William Malkin ajoute que le mot "Amendements" devrait précéder le mot "Ratification" dans le titre. Le Comité approuve les deux propositions.

Pour les sous-titres de chapitres, le Comité décide qu'ils doivent être en italiques sur le côté gauche de la page.

Le Secrétaire fait connaître au Comité la première question que le Comité de Coordination lui a renvoyée: à savoir si dans le titre précédent l'Article 23 du Projet Provisoire on devra conserver le mot "Principaux", ou si on devra le remplacer par "Généraux". Après une assez longue discussion la question est ajournée à une séance ultérieure.

Le Comité des Juristes aborde ensuite la deuxième question qui lui a été soumise, à savoir: l'emploi des mots "hereby" ou "in the Charter" dans la première phrase du paragraphe 1, Article 23, du Projet Provisoire. (Dans le texte anglais, il y a le mot "hereby", mais il n'est pas traduit dans le texte français. Les mots "in the Charter" ne figurent pas à l'article 23, paragraphe 1). Le Comité décide de supprimer les mots.

Pour la troisième question, il s'agit de déterminer quels mots standardisés seraient les plus propres à insérer dans la Charte aux endroits où l'on trouve maintenant les mots "agencies", "organizations", "organs", et "bodies". Le professeur Basdevant remarque qu'il faudrait au moins deux mots: un mot pour les organismes qui sont des parties essentielles de l'Organisation, et un autre pour les organismes reliés à l'Organisation. Sir William Malkin est d'avis qu'il faudra trois mots, puisque le mot "Organisation" désigne l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies et ne devrait donc pas être employé dans un autre sens. Après avoir discuté cette question, le Comité semble être d'avis que le mot "Organisation" doit s'employer pour désigner l'ensemble de l'Organisation (des Nations Unies), le mot "organes" pour désigner les parties de l'Organisation, et les mots "institutions" ou "organisations" pour désigner les organismes avec lesquels l'Organisation aura établi des rapports.



Le Secrétaire appelle l'attention du Comité sur la procédure à suivre pour examiner les textes de la Charte dans les cinq langues officielles. M. Golunsky pense que le Comité ne doit examiner que les textes anglais et français. Pour les textes espagnol, chinois et russe, des experts choisis dans les délégations intéressées pourraient travailler en collaboration avec les traducteurs du Secrétariat; les représentants de ces trois langues au Comité des Juristes feront leur possible pour améliorer le texte dans leurs langues respectives, mais ne pourront en assumer la responsabilité définitive. Sir William Malkin est d'avis que tous les cas de difficultés de traduction dans ces langues devraient être portés à la connaissance du Comité de Juristes et examinés par ce Comité. Le docteur Hsu déclare que son gouvernement devra examiner la traduction avant de se considérer comme engagé. Le Président indique que les textes dans les cinq langues en question seront soumis à l'examen de juristes.

En réponse à une question du Secrétaire, à savoir, s'il serait possible d'inviter d'autres juristes à assister aux séances du Comité, le Comité décide que pour hâter le travail il y a intérêt à n'admettre que ses propres membres aux séances. La séance est levée à 17 h. 40.

## COORDINATION COMMITTEE

---

### ORDRE DU JOUR DE LA DEUXIEME SEANCE DU COMITE CONSULTATIF DES JURISTES

Opera House, Salle 418, le 31 Mai 1945 à 14 h. 30

- (1) Examen de certains articles dans le premier projet provisoire de Charte (doc. CO/20) qui, sous la forme donnée dans le doc. CO/20, ont reçu, dans une certaine mesure, l'approbation provisoire du Comité de Coordination.

Ces articles sont les suivants:

Article 10 du premier projet provisoire de Charte  
(doc. CO/20)

(correspondant à l'Article 9 du Projet de Texte 29)

Article 16 du premier projet provisoire de Charte

(correspondant à l'Article 15 du Projet de Texte 21)

Article 22 du premier projet provisoire de Charte

(correspondant à l'Article 21 du Projet de Texte 14)

Article 29 du premier projet provisoire de Charte

(correspondant à l'Article 28 du Projet de Texte 16)

Article 30 du premier projet provisoire de Charte

(correspondant à l'Article 29 du Projet de Texte 16)

Article 31 du premier projet provisoire de Charte

(correspondant à l'Article 30 du Projet de Texte 16)

Article 52 du premier projet provisoire de Charte

(correspondant à la nouvelle Section D du Projet de Texte 24)

(Note: le Comité de Coordination a demandé au Comité Consultatif des Juristes d'examiner la meilleure place pour cet article).

385 765



Article 53 du premier projet provisoire de Charte  
(correspondant à l'Article 51 du Projet de Texte 25)

Article 55 du premier projet provisoire de Charte  
(correspondant à l'Article 53 du Projet de Texte 25)

Article 75 du premier projet provisoire de Charte  
(correspondant au nouvel article contenu dans le  
Projet de Texte 12, sur un sujet qui ne figure pas  
dans les Propositions de Dumbarton Oaks).

- (2) Le Comité recevra à cette séance de nouveaux projets de rédaction pour certains autres articles du premier projet provisoire de la Charte.
- (3) Question de savoir si le Statut de la Cour Internationale de Justice devrait être signé séparément, au moment de la signature de la Charte.

## **COORDINATION COMMITTEE**

---

### COMPTE-RENDU RESUME DE LA SECONDE SEANCE

#### DU COMITE CONSULTATIF DE JURISTES

Opera House, Salle 418, 31 mai, 1945, 14 heures 40

Sous la présidence de M. Green H. Hackworth. (Etats-Unis).

#### Présents:

Chine  
Union des Républiques  
Soviétiques Socialistes  
Royaume-Uni  
France  
Mexique

Hsu Mo  
S.A. Golunsky  
Sir William Malkin  
Jules Basdevant  
Alfonso García Robles

Le Secrétaire annonce qu'un document à feuillets mobiles va être préparé pour chaque membre des Comités de Juristes et de Coordination avec, pour chaque article, une page séparée donnant les textes respectifs du Comité Technique, du Comité de Coordination et du Comité de Juristes. Les textes provisoires de l'avant-projet de Charte (CO/20) existent actuellement en russe, en chinois et en espagnol.

Il est décidé de procéder à l'examen des articles, qui ont déjà été provisoirement approuvés par le Comité de Coordination.

#### Article 10.

Sir William Malkin suggère qu'il serait peut-être plus exact de parler des "représentants des membres de l'Organisation" comme dans le Pacte de la Société des Nations, au lieu des "Membres de l'Organisation." Il est signalé que le Comité de Coordination, aussi bien que le Comité Technique, en discutant respectivement l'article 22 et le présent article sont d'accord pour constater que ce sont les Etats qui sont membres de l'Organisation, en tant que personnes juridiques, plutôt



que leurs représentants. M. Golunsky est d'avis que l'introduction du concept des "membres permanents" rend cette distinction essentielle.

Le Comité décide d'approuver provisoirement l'article 10.

Article 16.

M. Golunsky rappelle la discussion qui a déjà eu lieu sur l'emploi des mots "Organization", "organs" et "institutions or agencies". Il est décidé d'employer le mot "agencies" dans le texte anglais et le mot "institutions" dans le texte français lorsqu'il s'agit de la troisième catégorie.

Après une courte discussion de la proposition de M. Hackworth tendant à remplacer au paragraphe 2 l'expression "To the agencies concerned" (Déjà traduit en français par "leur") par "to them", il est décidé de conserver le texte primitif mais de supprimer "organizations of", conformément à la décision prise pour le paragraphe 1.

Le Paragraphe 1 se lira donc de la façon suivante:

"L'Assemblée Générale formule des recommandations en vue de coordonner l'action des Institutions Internationales s'occupant de questions économiques, sociales, intellectuelles, d'éducation, d'hygiène et autres, reliées à l'Organisation, selon les accords qu'elles auront conclus avec elle."

L'Article 16 est adopté, sous sa forme amendée.

Article 22.

Sir William Malkin fait remarquer que le texte de la première phrase du paragraphe 1 n'est pas claire, car le mot "members" se rapporte aux membres du Conseil de Sécurité plutôt qu'aux membres de l'Organisation. Sur la proposition de M. Basdevant, il est décidé de mettre un point après le mot "Organization" et de supprimer le reste de la phrase.

Sur la proposition de M. Golunsky, il est décidé d'ajouter à la fin de la deuxième phrase les mots "du Conseil de Sécurité".

Sur la proposition de Sir William Malkin, on supprime dans le texte anglais, à la troisième phrase l'article "the" devant "non-permanent members". (Pas de changement dans le texte français.)

Il est suggéré d'insérer, à la seconde phrase, le mot

388 774



"République Française" pour désigner la France. Il n'est pris aucune décision à ce sujet, la question devant être examinée par la Délégation Française.

Il est également décidé de faire, de la dernière phrase du premier paragraphe "chaque membre du Conseil de Sécurité a un représentant au Conseil", un nouveau paragraphe 3.

Il est décidé, en outre qu'on ne mettra pas de majuscule au mot "membre", à aucun endroit de la Charte.

Sir William Malkin demande quelques précisions sur le sens du mot "immédiatement", au paragraphe 2. M. Hackworth fait remarquer qu'il pourrait arriver qu'un membre qui se retire puisse remplir un siège devenu vacant, à condition qu'il se soit écoulé un certain intervalle depuis son départ, mais qu'en général, un Etat devrait attendre deux ans avant de pouvoir redevenir membre. M. Golunsky fait remarquer que ce que l'on veut, c'est éviter de donner à certains membres du Conseil une sorte de statut semi-permanent, comme le cas s'est produit à la S.D.N.

Sir William Malkin demande comment il convient d'interpréter la phrase, "qu'il doit tenir particulièrement compte en premier lieu" au paragraphe 1; il suggère d'insérer les mots "en second lieu" après les mots "ainsi que", si telle est l'idée que l'on veut exprimer. Comme le passage est assez obscur, il propose de renvoyer la question au Comité de Coordination. M. Golunsky s'oppose à tout changement dans la phrase ainsi qu'au renvoi au Comité de Coordination. Il accepte l'interprétation que Sir Alexander Cadogan a donnée au Comité Technique.

L'article 22, ainsi amendé, est approuvé.

#### Article 29

Sur la proposition de M. Hackworth et de M. Golunsky, il est décidé de modifier de la façon suivante le texte du paragraphe 1:

"The Security Council shall be so organized as to be able to function continuously. Each member of the Security Council shall for this purpose be represented at all times at the headquarters of the Organization."

"Le Conseil de Sécurité est organisé de manière à pouvoir fonctionner de façon continue. A cette fin, chaque membre du Conseil de Sécurité doit avoir, en tout temps, un représentant au siège de l'Organisation."

Une proposition de M. Hsu Mo tendant à supprimer, au paragraphe 2 la phrase "s'il le désire" (a déjà été supprimée dans



le texte français) donne lieu à une longue discussion. Le Comité décide de maintenir la phrase afin que le sens général soit bien clair, surtout pour la traduction en d'autres langues.

M. Golunsky suggère de faire un troisième paragraphe de la dernière phrase du paragraphe 2 actuel. Après discussion, le Comité décide que cette phrase constituera un paragraphe 3, pour bien montrer qu'elle s'applique aux deux paragraphes précédents.

L'article 29, ainsi amendé, est approuvé.

#### Article 30

L'Article 30 est approuvé, les mots "subsidiary organs" remplaçant les mots "bodies of agencies". (en français, "organes subsidiaires" pour remplacer le mot actuellement employé, "organismes".)

#### Article 31

Après plusieurs tentatives faites pour modifier le texte de l'article 31 afin de préciser que c'est le règlement du Conseil de Sécurité qui doit entre autre fixer le mode de désignation du Président, le Comité décide de laisser subsister le texte actuel.

L'article 31 est approuvé sans modification.

#### Article 52

Le Comité décide que l'expression "Rien dans la présente Charte", telle qu'elle figure à l'article 52, devra être employée dans les autres articles du même genre.

Sir William Malkin suggère de remplacer à la troisième ligne du texte français "un Etat membre" par "un membre de l'Organisation". Le Secrétaire soumettra verbalement cette suggestion au Comité de Coordination.

Sir William suggère également que l'on remplace les mots "To maintain" (pour maintenir) par le mot "to restore", (rétablir) (le mot figure déjà dans le texte français), et que l'on mette une virgule dans la seconde phrase du texte anglais, entre "Security Council" et "And". (Le texte français porte un point virgule après "Sécurité".)

MM. Golunsky et Hackworth font remarquer que cet article a été accété après beaucoup de difficultés et qu'il importe de ne le modifier que le moins possible.



Le Comité discute la question de l'endroit où devra figurer l'article 52. M. Golunsky et Sir William Malkin reconnaissent que, bien que l'article soit le développement d'une formule visant les accords régionaux, son application n'est pas limitée à l'Acte de Chapultepec mais qu'elle s'étend également à des accords tels que les pactes anglo-soviétique et franco-soviétique qui ne sont évidemment pas des accords régionaux. M. Dawson, secrétaire du Comité technique III/4 remarque que le Comité avait décidé de faire de cet article une nouvelle section D du Chapitre VIII des propositions de Dumbarton Oaks, en partie pour éviter qu'il puisse se produire à l'avenir quelque conflit de juridiction à cet égard.

Le Comité est d'avis que l'article 52 doit rester à la fin du Chapitre VII ou vers la fin du chapitre, pour le moment du moins.

L'article 52 est approuvé sans modification.

#### Article 53

Après avoir examiné une demande du Comité de Coordination tendant à ce que l'on trouve une phrase meilleure, dans le texte anglais, pour remplacer le début: "Nothing in this chapter precludes the existence of," (Rien dans la présente Charte ne s'oppose à l'existence .... etc.), le Comité décide de ne pas modifier la phrase.

Le Comité accepte une suggestion du Secrétaire tendant à ce que les accords soient toujours mentionnés avant les organismes. Il se rallie également à une autre proposition de Sir William Malkin à savoir que le mot "comprising" dans le texte anglais soit remplacé par le mot "constituting".

La deuxième phrase se lit donc comme suit:

"The members of the Organization entering into such arrangements or constituting such agencies shall make every effort to achieve peaceful settlement of local disputes through such arrangements or agencies before referring them to the Security Council."

"Les Membres de l'Organisation qui auront conclu des accords ou constitué des organismes de ce genre, feront tous leurs efforts pour régler, d'une manière pacifique, par le moyen de ces accords ou de ces organismes, les différends de caractère local, avant de les soumettre au Conseil de Sécurité."

M. Golunsky demande une précision sur le sens du mot anglais "arrangements" qui, en russe, peut se traduire de différentes



façons. M. Hackworth, pense que dans ce cas le mot "arrangement" vise l'Acte de Chapultepec et que, par conséquent, il équivaut au mot anglais "agreement".

Sir William Malkin se demande s'il n'y a pas une certaine contradiction entre l'article 34 et l'article 53 et estime que le Comité de Coordination devrait examiner la question. Il est signalé ensuite que le paragraphe 2 de l'article 53 déclare explicitement que l'article n'affecte en rien l'application des articles 34 et 35. Le Comité décide de ne pas modifier, pour le moment, le paragraphe 2 et de l'examiner à nouveau lorsqu'il aura les textes définitifs des articles 34 et 35. M. Dawson, secrétaire du Comité Technique III/4, signale que ce Comité s'est également réservé le droit d'examiner à nouveau l'article 53, au cas où l'on modifierait le texte des deux autres articles, tel qu'il figure dans les propositions de Dumbarton Oaks. M. Golunsky signale que l'article en question pourrait également faire obstacle à l'application d'autres articles et que, par conséquent, il faudra réexaminer toute la question.

L'article 53 est approuvé avec les modifications sus-mentionnées.

#### Article 55

L'Article 55 est approuvé sans modification.

#### Article 75

Le Comité se rallie à une proposition de M. Golunsky et décide que les trois paragraphes seront numérotés "1, 2, et 3" au lieu de 1 (a), 1 (b) et 2." Sir William Malkin propose de remplacer l'expression "les dispositions ci-dessus" au paragraphe 3 par "l'application des paragraphes 1 et 2". La proposition est acceptée.

L'article 75 ainsi amendé est approuvé.

#### Nouveaux textes d'autres articles

Le Secrétaire signale qu'aucun nouveau texte n'a encore été établi.

#### SIGNATURE DU STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

En réponse à une question, à savoir si le Statut de la Cour Internationale sera signé séparément, au moment de la signature de la Charte, M. Golunsky fait remarquer que la question est liée à une autre, très importante, c'est-à-dire, la manière dont les membres futurs seront admis dans l'Organisation. M. Hackworth

déclare que ces membres ne signeront pas la Charte originale. M. Hsu Mo suppose qu'ils déposeront des instruments de ratification séparés.

En ce qui concerne le Statut de la Cour, le Comité est d'avis que la question est réglée par l'article 60 qui déclare que le Statut annexé forme partie intégrante de la Charte. Le Comité est donc d'avis que le Statut de la Cour ne sera pas signé séparément, mais qu'il sera annexé à la Charte sous le titre "Statut de la Cour Internationale de Justice".

#### Nom de l'Organisation

Le Secrétaire signale que le sous-comité I/1/A, avec l'assentiment du Président du Comité I/1 a soumis au Comité Exécutif une liste de noms proposés pour l'Organisation. Des exemplaires de cette liste ont été distribués et l'on demande l'avis du Comité.

M. Golunsky se prononce en faveur du titre "United Nations" de même que M. Hackworth et M. Hsu Mo. Sir William Malkin signale qu'il faudra remplacer, dans la Charte, le mot "Organisation" par le titre nouveau. Le Secrétaire est chargé d'étudier dans quelle mesure, il sera possible de le faire. On a également suggéré que l'on pourrait utiliser l'expression "The United Nations" mais tous les membres ne sont pas d'accord sur l'opportunité d'employer cette expression.

La séance est levée à 17h.25.



## COORDINATION COMMITTEE

### PROCES VERBAL RESUME DE LA TROISIEME SEANCE DU COMITE CONSULTATIF DES JURISTES

Opera House, Salle 418, 5 Juin 1945, 15h.40

#### Membres présents

Le Président  
Chine  
Union des Républiques Soviétiques  
Socialistes  
Royaume Uni  
France  
Mexique

M. Green Hackworth  
M. Hsu Mo  
M. S.A. Golunsky  
Sir William Malkin  
M. Jules Basdevant  
M. Alfonso Garcia Robles

Le Secrétaire, M. Darlington, attire l'attention des membres du Comité sur les recueils contenant, pour chaque article, les textes respectifs du Comité technique, du Comité de Coordination et du Comité de Juristes.

Le Comité décide qu'il examinera en seconde lecture chacun des chapitres de la Charte après que ce chapitre lui aura été soumis à nouveau par le Comité de Coordination. Il pourra procéder à la troisième lecture quand il aura en mains la Charte toute entière.

Le Secrétaire annonce que l'ensemble du Statut de la Cour internationale de Justice sera soumis au Comité de Coordination pour qu'il prenne à ce sujet les mesures proposées par le Comité. Ce Statut sera ensuite soumis au Comité de Juristes.

Le Secrétaire signale que lorsque de nouveaux articles seront insérés entre deux articles portant des numéros consécutifs, le premier de ces nouveaux articles sera désigné en ajoutant la lettre "x" au numéro de l'article précédent et le second en ajoutant la lettre "y".

#### Article 3.

Le Secrétaire explique que la variante pour l'Article 3 a été proposée au Comité de Coordination par M. Robertson; mais, plusieurs membres du Comité n'étant pas sûrs qu'elle convienne,



cette variante a été renvoyée au Comité Consultatif de Juristes. Le Secrétaire précise qu'il s'agit de savoir si les Etats qui signeront et ratifieront la Charte avant que celle-ci n'entre en vigueur conformément à l'Article 69, seront membres de l'Organisation. Le Comité décide que l'objection n'est pas sérieuse, car il est évident qu'il ne pourra pas y avoir de membres de l'Organisation avant que l'Organisation elle-même ne commence à exister.

Sir William Malkin demande si des Etats qui, ayant signé la Charte, ne la ratifieront qu'après qu'elle sera entrée en vigueur, seront des membres originaires. M. Golunsky répond qu'ils seront bien membres originaires, mais il propose qu'une disposition soit adoptée prévoyant un délai avant l'expiration duquel un Etat signataire devra ratifier la Charte pour devenir membre originaire. Autrement un Etat pourrait retarder sa ratification jusqu'à ce que les conditions intérieures aient changé et peut-être même amener l'installation d'un gouvernement fasciste. Or, en vertu des dispositions actuelles, un tel Etat pourrait encore ratifier la Charte et devenir membre de l'Organisation. M. Golunsky ne tient pas à insister pour le moment sur ce point mais il estime qu'il devrait être examiné par la Conférence. Le Président déclare que la question sera laissée à la décision du Comité de Coordination.

M. Hsu Mo fait observer que les Etats signataires qui ratifieront la Charte avant qu'elle n'entre en vigueur pourront estimer que les Etats signataires qui ne la ratifieront qu'ultérieurement devront être considérés comme ayant un Statut distinct. Le Comité décide que la variante de l'Article 3 est plus satisfaisante à cet égard que l'Article 3.

#### La variante de l'Article 3 est adoptée.

Au cours de l'examen de l'Article 3, on a fait ressortir que l'Article 4 ne s'applique pas aux membres originaires. Sur la proposition de Sir William Malkin, le Comité décide que cet article sera modifié comme suit: "Peut être membre de l'Organisation tout autre Etat épris d'un idéal de paix, etc."

#### Article 5

L'ensemble du Comité reconnaît que l'Article 5 n'indique pas d'une façon claire le moment auquel un Etat devient membre de l'Organisation. M. Golunsky estime qu'on peut adopter l'une des deux solutions suivantes:

(1) Le Gouvernement d'un Etat demande à devenir membre, son admission en qualité de membre est ensuite votée par l'Assemblée Générale sur la recommandation du Conseil de Sécurité,



et enfin le Gouvernement de l'Etat demande la ratification par son Parlement; ou bien

(2) le Gouvernement obtient la ratification de l'admission par son Parlement avant qu'il ne demande à l'Organisation d'en devenir membre. Si la première solution était adoptée, le Parlement d'un Etat pourrait mettre l'Organisation dans une situation embarrassante en refusant de ratifier son admission déjà approuvée par l'Assemblée Générale.

Sir William Malkin et M. Golunsky déclarent qu'il faut préciser clairement que l'admission en qualité de membre ne dépend pas de mesures prises par un Etat après un vote affirmatif de l'Assemblée Générale.

M. Hackworth estime que la ratification par son Parlement devrait être obtenue par un Etat avant qu'il ne demande à devenir membre et qu'ensuite lorsque l'Assemblée Générale vote affirmativement, l'Etat devrait entrer dans l'Organisation aussitôt. A son avis ce point est couvert par la disposition de l'Article 4 stipulant que "peut être membre de l'Organisation tout Etat qui est disposé à accepter les obligations résultant de la Charte et capable de les remplir". L'Assemblée Générale, fait-il observer, n'admettra pas un Etat tant que le Parlement de cet Etat n'aura pas ratifié son admission en conformité avec ses règles constitutionnelles.

A l'ouverture de la séance, le Secrétaire avait expliqué que, conformément aux instructions du Comité de Coordination, l'Article 4 était renvoyé au Comité II/2 et, qu'en conséquence, cet article ne devrait pas être examiné à l'heure actuelle par le Comité Consultatif. Mais les membres de ce Comité estiment que les Articles 3, 4 et 5 sont liés d'une façon si étroite que la discussion de l'Article 4 ne peut être évitée entièrement au point actuel des débats.

M. Basdevant fait observer que, si l'Article 5 était modifié de façon à lui faire stipuler que l'admission des nouveaux membres est décidée par l'Assemblée Générale sur la recommandation du Conseil de Sécurité, il apparaîtrait tout à fait clairement qu'il y aurait là, de la part de l'Assemblée Générale, une mesure finale. M. Garcia Robles propose qu'on modifie l'Article 4 pour qu'il prévoit l'admission d'Etats qui, en conformité avec leur législation intérieure, sont disposés à ... et capables, etc. M. Hsu Mo propose que le Conseil de Sécurité et l'Assemblée Générale soient compétents pour déterminer dans chaque cas si un Etat est entièrement prêt, en conformité avec ses règles constitutionnelles, à devenir membres.



Plusieurs membres du Comité proposent que l'Article 4 soit modifié de façon à préciser qu'un Etat qui a demandé à devenir membre ne sera pas considéré comme disposé et prêt à s'acquitter de ses obligations de membre tant qu'il n'aura pas accompli toutes les formalités requises par ses propres règles constitutionnelles pour son admission. Le Comité décide d'insérer une phrase à cet effet dans l'Article 4.

M. Golunsky déclare que l'Article 5 pourrait comprendre deux paragraphes, le premier prévoyant qu'un Etat pourra demander à devenir membre quand il aura accompli, en conformité avec ses règles constitutionnelles, toutes les formalités nécessaires à son admission et le second prévoyant que chaque Etat sera admis par l'Assemblée Générale sur la recommandation du Conseil de Sécurité. On fait observer que l'Article 4 pourrait couvrir le premier de ces deux paragraphes.

M. Hackworth propose de combiner les Articles 4 et 5, pour en faire un seul article comprenant deux paragraphes. M. Basdevant fait observer que l'ordre des Articles 3, 4 et 5 est logique, puisque l'Article 3 a trait aux membres originaires, l'Article 4 aux conditions d'admission des nouveaux membres et l'Article 5 à la procédure d'admission des nouveaux membres.

Plusieurs modifications à l'Article 5 sont encore proposées par des membres du Comité. Après délibération, le Comité adopte provisoirement la rédaction suivante:

"L'admission de ces Etats sera effectuée par une décision de l'Assemblée Générale sur la recommandation du Conseil de Sécurité".

Le Comité décide de reprendre à sa prochaine séance l'examen de ce projet de texte de l'Article 5.

A la fin de la séance, le Secrétaire donne lecture des textes suivants provisoirement adoptés par le Comité:

#### Article 3

Sont membres originaires de l'Organisation les Etats qui ont signé et ratifié la Charte.

#### Article 4

1. Peut devenir membre de l'Organisation tout autre Etat pacifique qui, en conformité avec ses règles constitutionnelles, indique qu'il est prêt à accepter les obligations



résultant de la Charte et qui, au jugement de l'Organisation, est capable de s'acquitter de ses obligations et disposé à le faire.

2. L'admission d'un tel Etat sera effectuée par une décision de l'Assemblée Générale sur la recommandation du Conseil de Sécurité.

La séance est levée à 17h.15.

## **COORDINATION COMMITTEE**

---

### PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA QUATRIEME SEANCE DU COMITE CONSULTATIF DE JURISTES

Opera House, Salle 418, 9 juin 1945  
15 h 40

#### Présents.

Le Président  
Chine  
U.R.S.S.  
Royaume Uni  
France  
Mexique

Green H. Hackworth  
Hsu Mo  
S. A. Golunsky  
Sir William Malkin  
Jules Basdevant  
Alfonso Garcia Robles

#### Articles 3, 4, 5

Le Secrétaire, M. Darlington, présente les projets d'articles 3 et 4 révisés par le Comité Consultatif à sa troisième séance du 4 juin, ainsi que les projets nouveaux préparés par le Secrétariat. Le projet d'article 4 dans le texte du Comité des Juristes, contient dans son paragraphe 2 les idées de fond de l'article 5.

#### Article 3

Afin de rendre plus explicite l'expression "membres originaires", ( des Nations Unies ) on insère après le mot. "Etats" la phrase "nommés dans le préambule".

Pour des raisons de style, au lieu de "cette Charte" on décide de mettre "la présente Charte". Le terme "Organisation" est remplacé par le terme "Nations Unies".

On décide que dans tout le cours du document on emploiera l'expression "la présente Charte", et que, chaque fois que ce sera possible, on emploiera l'expression "Nations Unies" au lieu de l'"Organisation". Cependant, en français, en espagnol, en russe, le fait que cette expression est au pluriel causera des



confusions dans certains cas; il sera donc nécessaire soit de conserver le terme "Organisation", soit d'employer dans les traductions une phrase telle que L'"Organisation des Nations Unies".

#### Article 4

L'Article 4 est approuvé dans le texte présenté par le Secrétaire.

#### Liste des Etats dans le préambule

Conformément au texte de l'article 3 amendé par le Comité, on décide de donner dans l'ordre alphabétique la liste des Etats participant à la Conférence. Elle figurera en tête du document immédiatement après le titre "la Charte des Nations Unies" et la phrase d'ouverture du préambule " Nous, peuples de ".

#### Première référence dans la Charte aux "Nations Unies"

Le Comité estime indispensable de déclarer au début du document que (1) l'Organisation est créée, (2) le nom de l'Organisation est "les Nations Unies", (3) ce document est la Charte de l'Organisation.

A cet effet, il décide que le préambule sera suivi par un article préliminaire ( non numéroté ) ainsi conçu :

"Il est créé par la présente Charte une Organisation internationale connue sous le nom "les Nations Unies".

On décide également qu'à l'exception du titre de ce document la lettre "l" de l'article, dans le titre "Les Nations Unies" ne sera jamais écrite en majuscules.

#### Article 7

On procède à l'examen du paragraphe 2 de l'article 7 dans ses rapports avec les articles 22 et 32, concernant la compétence de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité pour créer des organismes subsidiaires. Afin d'harmoniser cet article 7, avec les articles 22 et 32, on modifie ainsi le paragraphe 2:

"Tels organismes subsidiaires, qui seront jugés nécessaires pourront être créés aux termes de la présente Charte".

#### Article 8

L'idée fondamentale de l'article 8 est comprise dans l'article 7.

## Article 9

Le Secrétaire explique que l'article 9, tel qu'il figure au projet du Comité I/1, résulte d'un examen long et compliqué auquel ont procédé le Comité Technique et le Comité de Coordination. Le Comité des Juristes a le sentiment que l'intention de cet article, tel que l'ont élucidée les discussions du Comité Technique, n'est pas clairement exprimée dans les quatre projets. Cet article est amendé sous la nouvelle rédaction suivante :

"L'Organisation ne fera aucune discrimination entre les hommes et les femmes quant à leurs droits de représentation et de participation à l'un quelconque de ces organismes".

## Article 13

Le Comité tombe d'accord sur le maintien de l'expression "sera supporté" afin d'exprimer clairement l'obligation de chaque nation de payer sa contribution pour le fonctionnement de l'Organisation. A la sixième ligne, les mots "l'Organisation" sont remplacés par le mot "elle".

## Article 15

On soulève des objections contre l'emploi du terme "violation", en rapport avec (1) les "buts" du Chapitre I, et (2) les "principes" du Chapitre II, à l'exclusion des principes qui pourraient être implicitement formulés dans d'autres parties de la Charte. Le Comité décide de supprimer les mots qui suivent la phrase "situations résultant de ..." et de mettre à leur place "des actions contraires aux buts ou principes exposés dans la présente Charte".

On décide également de remplacer le mot "Nations" par le mot "Etats".

## Article 16

Cet article est approuvé avec la modification suivante : remplacer le mot "Organisation" à la quatrième ligne, par les mots "Nations Unies".

## Article 18

On décide de remplacer au paragraphe 1, ligne 1, le mot "Organisation" par les mots "Nations Unies".

De même à la dernière ligne, on supprime la phrase "en question".